CAPERN – 016M
C.P. – P.L. 14
Mise en valeur
des ressources
minérales
TEXTE FRANÇAIS

ᐐᓂᐯᑯᐎᔫᒡ ᔖᐦᒋᒦᐎᔫᒡ ᐁᓇᑎᒪᑐᒡ (ᐄᔨᔫ ᐊᔅᒌ)
Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)
Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee)

ᐄᔨᔫ ᑎᐯᔨᒋᒉᔫ
CREE REGIONAL AUTHORITY
ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE

G.C.C.E.I.
est. 1974

C.R.A.
A.R.C.
est. 1978

2 Lakeshore Road
Nemaska (Quebec) J0Y 3B0
Tel.: (819) 673-2600 Fax: (819) 673-2606 E-mail: cree@cra.qc.ca
http://www.gcc.ca

MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI 14 – LOI SUR LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINÉRALES DANS LE RESPECT DES PRINCIPES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Soumis au :

Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles
Assemblée nationale du Québec
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
3e étage, Bureau 3.15
Québec (Québec) G1A 1A3

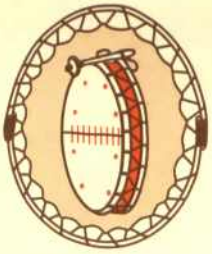
Par le Grand conseil des Cris (Eeyou Istchee) et l'Administration régionale crie

Le 24 août 2011

Mistissini ᒥᔅᑎᓯᓂ
Whapmagoostui ᐙᐱᒪᑯᔅᑐ
Chisasibi ᒋᓵᓰᐱ
Wemindji ᐐᒥᓐᒋ
Eastmain ᐄᔅᒣᐃᓐ
Waskaganish ᐙᔅᑳᐦᐃᑲᓂᔥ
Nemaska ᓀᒥᔅᑳ
Waswanipi ᐙᔅ.ᐄᓂᐲ
Ouje-Bougoumou ᐅᒉᐳᑯᒧ
Washaw Sibi ᐙᔖᐤ ᓰᐲ

G.C.C.E.I.
est. 1974

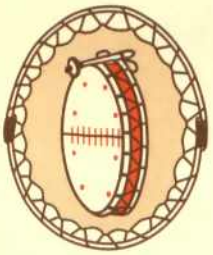
TABLE DES MATIÈRES



C.R.A.
A.R.C.
est. 1978

	À PROPOS DU GRAND CONSEIL DES CRIS ET DE L'ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE	3
1.	INTRODUCTION	5
2.	MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE MINÉRALE DU QUÉBEC	6
3.	LA POLITIQUE MINIÈRE DE LA NATION CRIE	8
4.	CONSULTATION	10
5.	ZONES SOUSTRAITES AU JALONNEMENT, À LA DÉSIGNATION SUR CARTE, À LA RECHERCHE MINIÈRE ET À L'EXPLOITATION MINIÈRE	12
6.	ACCORD-CADRE ENTRE LES CRIS D'EEYOU ISTCHEE ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUR LA GOUVERNANCE DANS LE TERRITOIRE D'EEYOU ISTCHEE BAIE-JAMES	12
7.	FERMETURE DES MINES ET AUGMENTATION DES GARANTIES	14
8.	LIGNES DIRECTRICES POUR LA PRÉPARATION D'UN PLAN DE RESTAURATION DE SITE MINIER ET EXIGENCES GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE RESTAURATION DE SITES MINIERS	15
9.	EXPLORATION MINÉRALE	16
10.	CONCLUSION	17
	ANNEXE A – POLITIQUE MINIÈRE DE LA NATION CRIE	
	ANNEXE B – ACCORD-CADRE ENTRE LES CRIS D'EEYOU ISTCHEE ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUR LA GOUVERNANCE DANS LE TERRITOIRE D'EEYOU ISTCHEE BAIE-JAMES	

G.C.C.E.I.
est. 1974



C.R.A.
A.R.C.
est. 1978

À PROPOS DU GRAND CONSEIL DES CRIS ET DE L'ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE

Le Grand conseil des Cris (Eeyou Istchee) (**GCCEI**) est l'entité politique qui représente les quelque 18 000 Cris ou « Eeyou » (« Eenou » – dialecte dans les terres). Le conseil d'administration du GCCEI comprend vingt (20) membres, incluant : le Grand Chef et le Grand Chef adjoint, élus par l'ensemble des Eeyou, les Chefs élus par chacune des neuf (9) communautés cries reconnues[1], et un (1) autre représentant élu par chacune des communautés.

L'Administration régionale crie (**ARC**) a été mise en place en vertu de la *Convention de la Baie James et du Nord Québécois*, devenant ainsi l'organe administratif du gouvernement de la nation crie. Des responsabilités à l'égard de la protection de l'environnement, du régime de chasse, pêche et trappe, du développement économique et communautaire, de la gouvernance crie et d'autres questions, tel qu'en décide son conseil d'administration, échoient à l'ARC. Le conseil d'administration de l'ARC est composé des mêmes représentants que le conseil d'administration du Grand conseil des Cris. Ces deux entités agissent fréquemment de concert et on y réfère couramment comme suit : « Council/Board».

Les Cris d'Eeyou Istchee, le territoire traditionnel des Cris de la Baie-James, ont, au fil des années, conclu des ententes avec les gouvernements fédéral et provincial, plus particulièrement la Convention de la Baie James et du Nord Québécois (**CBJNQ**) conclue en 1975 avec le Canada et le Québec (amendée par plusieurs conventions complémentaires), l'*Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec* conclue en 2002 (également appelée la ***Paix des Braves***), de même que

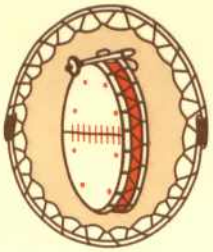
---

[1] La nation crie de Chisasibi, la nation crie d'Eastmain, la nation crie de Mistissini, la nation crie de Nemaska, les Cris de la première nation Waskaganish, la bande Waswanipi, la nation crie de Wemindji, la première nation de Whapmagoostui et l'association Oujé-Bougoumou Eenuch. La première nation Washaw Sibi assiste aux réunions du GCCEI-ARC à titre d'observatrice.

l'*Entente concernant une nouvelle relation entre le Canada et les Cris d'Eeyou Istchee* conclue en 2008. L'ensemble de ces conventions crée, pour le territoire Eeyou Istchee, un environnement juridique unique.

En vertu de la CBJNQ de 1975, les Cris d'Eeyou Istchee jouissent de droits issus de traité, droits qui sont reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* et protégés par l'article 52 de cette même loi. Conséquemment, aucune disposition du projet de loi 14, *Loi sur la mise en valeur des ressources minérales dans le respect des principes du développement durable* ne peut porter atteinte à ces droits issus de traité, ou d'avoir une incidence sur ceux-ci, et ces droits prévaudront malgré toute législation incompatible. Ainsi, les amendements proposés dans le projet de loi 14 doivent prendre en considération la protection de ces droits issus de traité des Cris d'Eeyou Istchee.

G.C.C.E.I.
est. 1974



C.R.A.
A.R.C.
est. 1978

1. INTRODUCTION

Le 12 mai 2011, le ministre délégué aux Ressources naturelles et à la faune (Mines), M. Serge Simard, a déposé à l'Assemblée Nationale le projet de loi 14, *Loi sur la mise en valeur des ressources minérales dans le respect des principes du développement durable.* Le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et l'Administration régionale crie (collectivement, le **GCCEI-ARC**) souhaitent profiter de cette occasion pour présenter un certain nombre d'observations et recommandations à l'égard du projet de loi 14.

L'objectif du projet de loi 14 est énoncé dans les notes explicatives qui y sont contenues :

> Ce projet de loi modifie la *Loi sur les mines* à plusieurs égards, notamment afin de stimuler les travaux d'exploration. Plus précisément, en ce qui concerne les claims, il retire la possibilité d'effectuer un paiement au lieu des travaux d'exploration minérale, il diminue la superficie sur laquelle les crédits de travaux peuvent être utilisés pour renouveler d'autres claims, il retire la possibilité d'utiliser les crédits de travaux d'exploration effectués sur un bail minier ou sur une concession minière pour renouveler un claim et, finalement, il limite à 20 ans la durée de vie des crédits de travaux.
>
> Par ailleurs, ce projet de loi augmente la portée de la garantie financière qui doit accompagner le plan de réaménagement et de restauration.
>
> Ce projet de loi instaure des dispositions qui permettent au ministre de soustraire certaines zones à l'activité minière et de refuser d'accorder certains types de droits miniers afin d'éviter les conflits avec d'autres utilisations du territoire.
>
> Il vise également à améliorer les connaissances géoscientifiques du territoire québécois en imposant aux titulaires de claims l'obligation de faire rapport au ministre de tous les travaux d'exploration effectués et pour lesquels une

allocation a été accordée en application de la *Loi concernant les droits sur les mines*.

Ce projet de loi assujettit l'émission d'un bail minier, d'un bail de substances minérales de surface pour l'exploitation de la tourbe et d'un bail de substances minérales de surface nécessaire à une activité industrielle ou à une activité d'exportation commerciale à la tenue préalable d'une consultation publique.Il impose des obligations relatives à la recherche et à la découverte d'oxyde d'uranium.

Ce projet de loi concède aux propriétaires fonciers la propriété des substances minérales de surface en terres privées dans le cas où ces substances appartiennent à l'État.

Enfin, ce projet actualise le régime de sanctions prévu dans la Loi sur les mines et apporte à cette dernière diverses modifications de nature technique.

Le projet de loi 14 est très semblable à son prédécesseur, le projet de loi 79, la *Loi modifiant la Loi sur les mines*, déposé en décembre 2009, qui a été ultérieurement abandonné par suite des audiences tenues devant la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles.

2. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE MINÉRALE DU QUÉBEC

En somme, le projet de loi 14 vise à atteindre certains des objectifs énoncés dans la stratégie minérale du gouvernement du Québec intitulée « *Préparer l'avenir du secteur minéral québécois* » publiée le 29 juin 2009. La stratégie établit des mesures afin de promouvoir le développement du secteur minier au Québec, incluant l'ouverture de nouveaux territoires à l'exploration minière. Elle indique également trois grandes orientations : (1) créer de la

richesse; (2) assurer un développement minéral respectueux de l'environnement; et (3) favoriser un développement minéral associé aux communautés et intégré dans le milieu,incluant la participation des Autochtones au développement minéral. La stratégie trait également de la nécessité de diffuser l'information sur les titres miniers.

Le gouvernement du Québec a structuré les amendements à la *Loi sur les mines* prévus au projet de loi 14 autour de trois axes : économique, environnemental et social. L'intention générale véhiculée par les projets de loi 79 et 14 vise à encourager et stimuler l'exploration minérale.

Le GCCEI-ARC est d'avis que le dépôt du projet de loi 14, dans l'optique d'une refonte de l'actuelle *Loi sur les mines*, n'est qu'un des éléments de la mise en œuvre de la stratégie minérale du Québec. Le régime d'exploitation minière du Québec repose non seulement sur la *Loi sur les mines*, mais aussi sur d'autres textes législatifs et politiques cruciaux, comme la *Loi sur la qualité de l'environnement*, le *Règlement sur les substances minérales autres que le pétrole, le gaz naturel et la saumure*, le *Règlement sur les carrières et sablières*, le *Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement*, le *Règlement sur les attestations d'assainissement en milieu industriel*, la Directive 019 sur l'industrie minière et le document intitulé *Guide et modalités de préparation du plan et exigences générales en matière de restauration des sites miniers au Québec.*

Même si les modifications proposées contenues dans le projet de loi 14 s'inscrivent en première étape pour la mise en œuvre de la stratégie minérale du Québec, on ne peut exécuter adéquatement cette mise en œuvre sans procéder à une révision en profondeur de tous les textes législatifs et instruments de politique, incluant ceux mentionnés dans le paragraphe précédent, autour desquels s'articule le régime minier au Québec.

3. LA POLITIQUE MINIÈRE DE LA NATION CRIE

Après que le gouvernement du Québec ait publié sa stratégie minérale intitulée « Préparer l'avenir du secteur minéral québécois » en juin 2009, les Cris ont entrepris un processus de discussions internes concernant leurs propres lignes directrices sur les activités d'exploration et d'exploitation minières dans le territoire d'Eeyou Istchee. Le 5 décembre 2010, le GCCEI-ARC a adopté la politique minière de la nation crie, jointe aux présentes à titre d'**Annexe A**.

Tel que reflété dans la CBJNQ et dans la Paix des Braves, la Nation crie et le gouvernement du Québec ont établi une relation de nation à nation. À la lumière de cette interaction de nation à nation qui dure depuis longtemps, les Cris se sont assurés que les objectifs énoncés dans la politique minière de la nation crie soient compatibles avec les trois (3) objectifs énoncés dans la stratégie minérale du Québec, soit de créer de la richesse, d'assurer un développement minéral respectueux de l'environnement et de favoriser un développement minéral associé aux communautés et intégré dans le milieu.

La raison d'être de la politique minière de la Nation crie est d'encourager la conclusion d'ententes entre les intervenants du secteur minier et la Nation Crie. Ces ententes traitent de préoccupations de toutes sortes couvrant les aspects sociaux, économiques et environnementaux exprimées par nos communautés et sont fidèles à notre approche traditionnelle visant un développement durable respectueux des droits des Cris. De manière analogue, la stratégie minérale du Québec compte parmi ses objectifs celui « d'encourager la conclusion d'ententes entre le secteur privé et les communautés autochtones » [traduction] dans le but d'assurer que les projets d'exploitation minière soient profitables pour les peuples autochtones.

Essentiellement, la politique minière de la Nation crie reflète la position que nous préconisons depuis toujours, soit que la Nation crie ne s'oppose pas au développement, mais que le développement de toutes les ressources naturelles dans le territoire d'Eeyou Istchee, y compris

les ressources minérales, doit être effectué de façon à (1) respecter le droits des Cris, (2) assurer que des mesures de protection seront mises en place pour protéger l'environnement et (3) assurer que des avantages en découleront pour nos communautés.

La politique minière de la Nation crie repose sur trois piliers fondamentaux qui ensemble doivent guider l'exploration minérale et les activités minières dans le territoire d'Eeyou Istchee: (1) la promotion et l'encouragement d'activités minières; (2) les pratiques de développement durable dans le secteur minier; et (3) la transparence et la collaboration.

En ce qui a trait au premier pilier, la promotion et l'encouragement d'activités minières, la politique minière de la Nation crie vise à assurer la protection des droits, des intérêts et des avantages de tous les Cris, collectivement, quant à leurs terres et leurs ressources, tout en endossant les principes de la répartition et de l'acquisition de droits miniers et du droit afférent de procéder à la mise en valeur des ressources minérales. La contribution des Cris aux projets d'exploitation minière, sur la foi de leur expertise traditionnelle, technique et scientifique à l'égard des terres et des ressources minérales, doit également être reconnue.

Le deuxième pilier traite des pratiques de développement durable dans le secteur minier. Il prévoit que les activités d'exploitation minière doivent être compatibles avec des pratiques et des initiatives de développement durable empruntées aux normes et aux meilleures pratiques industrielles nationales et internationales dans le secteur minier.

Pour terminer, le troisième pilier promeut l'établissement d'un lien direct entre les intervenants du secteur minier et les entités et communautés cries, tout autant que l'élaboration d'approches collaboratives et souples et de processus pour la prise de décisions en commun.

À la lumière des objectifs communs ressortant de la stratégie minérale du Québec et de la politique minière de la Nation crie, les changements législatifs proposés par Québec dans le cadre du projet de loi 14 doit assurer leur compatibilité avec les droits des Cris et le respect de ces droits.

4. CONSULTATION

L'article 3 du projet de loi 14 prévoit ce qui suit :

> 3. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 2, du suivant :
>
> « 2.1. La présente loi doit s'interpréter de manière compatible avec l'obligation de consulter les communautés autochtones. Le ministre consultera les communautés autochtones de manière distincte, eu égard aux circonstances. »

Le GCCEI-ARC comprend que cette disposition peut s'expliquer en partie par les consultations entreprises récemment auprès de diverses communautés autochtones, incluant les Cris d'Eeyou Istchee, dans le contexte de la préparation du Plan Nord. Cette disposition tient également compte des jugements récents[2] de la Cour suprême du Canada en pareille matière.

Même si cette obligation existait avant le dépôt du projet de loi 14, le principal enjeu pour le GCCEI-ARC (et vraisemblablement les autres nations autochtones du Québec) demeure la question de savoir comment cette disposition sera mise en œuvre. La mise en œuvre de cette disposition devrait être axée sur la volonté d'assurer que les communautés cries soient adéquatement informées à l'égard des activités minières se déroulant dans leurs territoires respectifs et, de manière plus spécifique, à l'égard des activités d'exploration qui sont entreprises après l'étape du jalonnement et de l'inscription de claims.

Malheureusement, à l'heure actuelle, les Cris, tant au niveau régional que local, ne sont pas suffisamment informés au sujet des activités d'exploration, puisque la pratique actuelle consiste à laisser à la discrétion des intéressés le soin d'aviser soit la communauté crie, soit le

---

[2] *Nation haïda c. Colombie-Britannique (Ministre des Forêts)*, 2004 CSC 73 ; [2004] 3 R.C.S. 511; *Première nation Tlingit de Taku River c. Colombie-Britannique (Directeur d'évaluation de projet)*, [2004] 3 R.C.S. 550; *Première nation crie Mikisew c. Canada (Ministre du Patrimoine canadien)*, [2005] 3 RCS 388; *Québec (Procureur général) c. Moses*, [2010] 1 S.C.R. 557; *Beckman c. Première nation de Little Salmon/Carmacks*, [2010] 3 S.C.R. 103.

« tallyman » du déroulement de pareilles activités. Le « tallyman » est la personne crie responsable de gérer l'exploitation des ressources fauniques dans un territoire familial cri traditionnel spécifique.

Il est primordial que les Cris, tant au niveau régional que local, soient régulièrement informés des activités d'exploration minérale se déroulant dans le territoire d'Eeyou Istchee. En outre, les « tallymen » et les autres utilisateurs du Territoire devraient être automatiquement avisés que des activités d'exploration se déroulent dans le Territoire.

Pour terminer, même si le GCCEI-ARC reconnaît que le projet de loi 14 introduit le concept de consultations publiques dans d'autres situations (par exemple, avant que ne soient délivrés les baux miniers, ainsi que la mise à disposition des plans de réaménagement et de restauration pour consultation publique au moins (30) jours avant que le processus de consultation ne soit entrepris), il faut absolument faire remarquer que de telles consultations, entreprises par le titulaire du bail, ne remplacer l'obligation du gouvernement de consulter les Cris ou le régime d'évaluation environnementale et sociale prévu au chapitre 22 de la CBJNQ. Ceci est clairement exprimé dans l'actuelle *Loi sur les mines*[3] et doit être maintenu.

Des mesures, telles que celle suggérées ci-haut, aideront à atteindre les objectifs tant de la stratégie minérale du Québec que de la politique minière de la Nation crie.

---

[3] L'article 341 de l'actuelle *Loi sur les mines* (qui n'est pas visé par des modifications en vertu du projet de loi 14) stipule ce qui suit : « La présente loi s'applique sous réserve de la *Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau Québec* (chapitre R-13.1), la *Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois* (chapitre C-67) et la *Loi approuvant la Convention du Nord-est québécois* (chapitre C-67.1). »

5. ZONES SOUSTRAITES AU JALONNEMENT, À LA DÉSIGNATION SUR CARTE, À LA RECHERCHE MINIÈRE ET À L'EXPLOITATION MINIÈRE

L'article 91 du projet de loi 14 prévoit que certaines zones seront soustraites au jalonnement, à la désignation sur carte, à l'exploration minérale et à l'exploitation minière. Dans les zones visées par cette exclusion, les titulaires de bail doivent obtenir le consentement de la municipalité locale visée afin d'y exécuter des travaux. L'article 91 du projet de loi 14 devrait également tenir compte de l'occupation et de l'utilisation des terres par les communautés cries, et ne pas être limité aux municipalités locales non-autochtones.

Même si l'article 91 du projet de loi 14 ne tient pas compte des particularités du Territoire cri, le retrait de certaines zones au jalonnement, à la désignation sur carte, à l'exploration minérale et à l'exploitation minière revêt un intérêt particulier pour les Cris. Cette disposition devrait permettre aux communautés cries touchées d'établir les zones appropriées qui pourraient être ainsi soustraites, près de ces communautés, ainsi que les territoires pouvant être « affectées à la villégiature », selon la notion exprimée dans le texte de la législation proposée.

6. ACCORD-CADRE ENTRE LES CRIS D'EEYOU ISTCHEE ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUR LA GOUVERNANCE DANS LE TERRITOIRE D'EEYOU ISTCHEE BAIE-JAMES

Le 27 mai 2011, le gouvernement du Québec et la Nation crie ont signé un *Accord-cadre entre les Cris d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James* (**Accord-cadre**), joint aux présentes à titre d'**Annexe B**. L'Accord-cadre marque le début des démarches devant mener à la création d'un gouvernement régional Cri-Baie James et vise à promouvoir une plus grande autonomie et davantage de responsabilités de la part des Cris quant à la gouvernance dans le Territoire, plus particulièrement en ce qui concerne la planification et l'utilisation du territoire et des ressources.

L'Accord-cadre sert de fondation pour négocier une Entente finale de nation à nation entre les Cris et le gouvernement du Québec au sujet de la gouvernance dans le Territoire Eeyou Istchee Baie-James. Il prévoit l'exercice par le Gouvernement de la Nation crie de pouvoirs et fonctions en diverses matières, et particulièrement en ce qui a trait à la gestion municipale et la gestion des terres et des ressources naturelles. Le Gouvernement de la Nation crie aura le droit d'exercer sur les terres de Catégorie II, entre autres :

(a) les pouvoirs d'une municipalité régionale de comté (**MRC**) ayant trait, en particulier, à la planification de l'aménagement et du développement sur le territoire;

(b) les pouvoirs et responsabilités d'une Conférence régionale des élus (**CRÉ**) et d'une Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire (**CRRNT**) ayant trait, entre autres, à la gestion des ressources naturelles et la gestion du territoire, incluant l'élaboration d'un plan régional de l'utilisation des terres et des ressources;

(c) les pouvoirs conférés à une MRC ailleurs au Québec en matière de planification, de gestion et de réglementation sur les terres et les ressources forestières.

Le projet de loi 14 doit prendre en considération tous ces pouvoirs et toutes ces fonctions du Gouvernement de la Nation crie prévus à l'Accord-cadre et dans l'Entente finale sur la gouvernance qui suivra.

7. FERMETURE DES MINES ET AUGMENTATION DES GARANTIES

Le GCCEI-ARC ont un intérêt particulier pour les garanties financières couvrant les activités de fermeture, de réaménagement et des activités correctives. La question des mines et des sites d'exploration abandonnés à Eeyou Istchee soulève depuis toujours de grandes préoccupations auprès de la population crie. L''importance des enjeux est démontrée par les problèmes de contamination de longue date dans la région de Chibougamau, ainsi que dans certaines régions plus à l'ouest qui ont fait l'objet d'activités minières sans qu'on y effectue des travaux de fermeture appropriés.

Le GCCEI-ARC voit d'un bon œil les modifications proposées, qui comportent une augmentation de la portée de la garantie financière devant accompagner tout plan de réaménagement ou de restauration. Selon les règles actuelles édictées dans la *Loi sur les mines*, la garantie financière correspond à 70 % du coût anticipé de restauration des zones d'accumulation. L'article 74 du projet de loi 14 prévoit maintenant que la garantie proposée couvre les « coûts anticipés pour la réalisation des travaux prévus au plan de réaménagement et de restauration », rendant ainsi plus large l'application des garanties financières, autrefois limitées aux installations d'élimination des stériles et des résidus miniers, à l'ensemble des travaux prévus au plan de réaménagement ou de restauration.

Cependant, bien que le projet de loi 79 prévoyait que les plans *existants* devaient respecter les exigences relatives à l'augmentation de la garantie financière dans les trois (3) ans après l'entrée en vigueur des modifications, le projet de loi 14 ne contient aucune stipulation quant à l'applicabilité de l'augmentation de la garantie financière à l'égard des plans de réaménagement et de restauration déjà approuvés par le ministre, avant l'entrée en vigueur du projet de loi 14.

Le GCCEI-ARC recommande que la garantie financière relative aux nouveaux plans de réaménagement et de restauration soit également applicable aux plans de réaménagement et de restauration déjà approuvés, à l'intérieur d'un certain délai raisonnable.

Le GCCEI-ARC profite aussi de l'occasion pour souligner la nécessité d'intégrer la fermeture de la mine dans le processus d'évaluation de l'impact environnemental et social des activités minières. Ce processus devrait prévoir la participation continue des parties intéressées – y compris les Cris – aux activités d'examen périodique de la mise en œuvre de ces plans de réaménagement ou de restauration, ainsi que la rétrocession éventuelle de ces terres au domaine public.

8. LIGNES DIRECTRICES POUR LA PRÉPARATION D'UN PLAN DE RESTAURATION DE SITE MINIER ET EXIGENCES GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE RESTAURATION DE SITES MINIERS

En lien direct avec le problème lié à la fermeture des mines, le gouvernement du Québec envisage, dans sa stratégie minérale, l'élaboration de nouvelles lignes directrices pour la préparation d'un plan de restauration de sites miniers. L'objectif de ces lignes directrices est d'accompagner la mise en œuvre des changements aux dispositions de la *Loi sur les mines* pour ce qui est de la production et de la mise en application d'un tel plan.

Le GCCEI-ARC considère cet engagement portant sur de nouvelles lignes directrices pour la préparation d'un plan de restauration de sites miniers démarche comme une importante initiative méritant de devenir une priorité. Le GCCEI-ARC recommande également que la production de ces nouvelles lignes directrices soit accomplie dans le cadre d'un processus ouvert et transparent. Essentiellement, le GCCEI-ARC est d'avis que les lignes directrices devraient inclure des dispositions pertinentes à la consultation et à la contribution locale, en vue de la préparation et de la mise en œuvre des plans de restauration.

La mise en œuvre appropriée des plans de restauration, en conformité avec les recommandations mentionnées ci-haut, visera à s'assurer que les objectifs énoncés tant dans la politique minière de la nation crie que dans la stratégie minérale du Québec soient atteints.

9. EXPLORATION MINÉRALE

L'Annexe 1 du chapitre 22 de la CBJNQ soustrait l'exploration minière du processus d'évaluation de l'impact environnemental et social prévu par la CBJNQ (qui est désormais énoncé dans le chapitre II de la *Loi sur la qualité de l'environnement*). Cependant, le concept d'exploration minière a grandement évolué depuis la signature de la CBJNQ en 1975.

L'exploration minière, lorsque menée jusqu'à des étapes plus poussées, peut donner lieu à la construction de chemins et de campements, au forage de puits et peut nécessiter la construction d'installations d'entreposage de combustibles, allant ainsi bien au-delà de la recherche préliminaire ou de la collecte et de l'analyse de petites quantités de minerai.

En fait, les travaux avancés d'exploration minérale peuvent comporter, avant même qu'une décision soit prise quant à la mise en valeur à grande échelle, d'importants investissements dans les infrastructures temporaires de la mine projetée. Ces infrastructures peuvent comporter des campements industriels et les installations nécessaires d'approvisionnement en eau, d'élimination des eaux usées et de gestion des déchets solides, y compris les matières stériles dangereuses, ainsi que des installations pour la gestion d'explosifs. Les travaux d'exploration de stade avancé, y compris l'installation de rampes pour les forages souterrains, comportent l'extraction de quantités potentiellement importantes de stériles, ainsi que la construction de bassins de décantation de manière à satisfaire aux normes réglementaires en matière de sédiments en suspension et de concentration en métaux dans les eaux qui sont pompées depuis les chantiers d'exploration.

Le GCCEI-ARC estime que les activités d'exploration minérale qui sont susceptibles d'avoir des répercussions importantes sur l'environnement ou sur l'utilisation des terres (p. ex. le fonçage d'un puits d'exploration, l'excavation de rampes, la construction de chemins d'accès permanents et d'infrastructures, etc.) devraient davantage faire l'objet d'un examen public, incluant dans les cas appropriés, une évaluation et un examen environnemental. Le projet de loi 14 devrait

assurer, avec la collaboration du Conseil cri sur l'exploration minérale, que les Cris soient bien informés quant à d'éventuels travaux avancés d'exploration et que ces travaux devraient, dans les cas le justifiant, faire l'objet d'une évaluation et un examen environnemental.

Certains des processus de délivrance des permis applicables à l'exploration minérale sont également soumis à des règlements en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* et peuvent faire l'objet d'un examen des impacts environnementaux et sociaux. Les Cris sont d'avis que les dispositions de la *Loi sur la qualité de l'environnement* sont des aspects importants de l'encadrement et le contrôle des activités d'exploration et qu'elles devraient être prises en considération dans la mise en œuvre du projet de loi 14.

10. CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède, le GCCEI-ARC fait les recommandations suivantes à l'égard du projet de loi 14 :

A. Le projet de loi 14 et sa mise en œuvre doivent être en accord avec les droits des Cris en vertu de la CBJNQ, de la Paix des Braves et des ententes reliées et avec la relation Nation-à-Nation entre la Nation crie et le gouvernement du Québec, incarnée par la CBJNQ, de la Paix des Braves, l'Accord-cadre et l'Entente finale sur la gouvernance du Territoire Eeyou Istchee Baie-James qui suivra;

B. Le projet de loi 14 doit respecter les pouvoirs et les fonctions du Gouvernement de la Nation crie ayant trait, en particulier, à la gestion municipale, à la gestion des ressources naturelles et à la gestion du territoire, en vertu de l'Accord-cadre et l'Entente finale sur la gouvernance du Territoire Eeyou Istchee Baie-James qui suivra;

C. Les garanties financières prévues à l'article 74 du projet de loi 14 devraient être applicables aux plans de réaménagement et de restauration déjà approuvés par le ministre, à l'intérieur d'un délai raisonnable;

D. Le projet de loi 14 devrait prévoir en temps opportun un processus d'examen et de consultation pour l'élaboration de nouvelles lignes directrices concernant la préparation des plans de restauration de sites miniers;

E. Le projet de loi 14 devrait mettre en place des mesures pour assurer que soient davantage soumises à l'examen du public, incluant une évaluation et un examen environnemental, les activités d'exploration minière susceptibles d'avoir des répercussions environnementales considérables et un grand impact sur l'utilisation des terres; et

F. Le projet de loi 14 devrait prévoir un examen en temps opportun des processus de délivrance des permis applicables à l'exploration minérale prévus dans la législation autre que la *Loi sur les mines*.

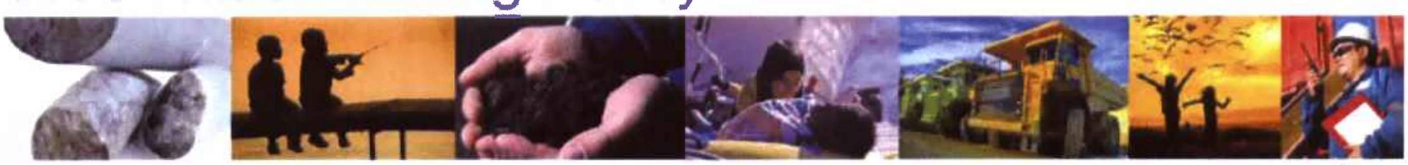
G.C.C.E.I.
est. 1974

C.R.A.
A.R.C.
est. 1978

ANNEXE A

ᐄᔨᔨᐤᐐᔑᐙᐏᓐᐅᐦᒋᐋᐦᒨᒋᓯᓈᓂᐏᒡ

Cree Nation Mining Policy



Policy 2010-07

Message from Grand Chief

Dr. Matthew Coon Come

It is my pleasure to present to the Cree people our Cree Nation Mining Policy. This document was developed over a period of time, presented to the Grand Council/Cree Regional Authority Council/Board which reviewed it and subsequently gave its approval to it. It is now Cree Nation policy.

This policy is one of the positive outcomes of decades of effort on the part of the Grand Council to secure recognition and acknowledgement of Cree rights. It is an expression of how our fundamental human rights and our Cree rights are applicable in the context of mining development within Eeyou Istchee.

This policy confirms the long held Cree position that we are not "anti-development", but rather, we are prepared to support and participate in resource development within our Traditional Territory provided that our rights are respected, appropriate measures are taken to protect the environment, and benefits flow to our communities.

This policy represents another step in the evolution of the Cree Nation with the understanding that our land has always sustained us in the past, and that the land will continue to sustain us in the future. While our activities on the land and the way in which we use the land may become more diversified, our attachment to the land and our special relationship to the land remains in tact and fundamental.

It is clear in our policy that no mining development will occur within Eeyou Istchee unless there are agreements with our communities. Those agreements will need to address a wide range of social, economic and environmental concerns on the part of our communities. Through these agreements we will ensure that mining development is in keeping with our traditional approach to sustainable development.

This mining policy is significant, not only for the guidelines which it establishes to regulate mining activity within Eeyou Istchee, but it also sets the template for other resource development activities involving other resource sectors. The future of Eeyou Istchee will unfold with Cree people in the center.

Meegwetch.

Cree Nation Mining Policy

Table of Contents

Cree Nation Mining Policy.....3

Introduction.....3

Governance.....4

Guiding Principle.....4

Pillars 5

Pillar #1: Promotion and Support of Mining Activitie

Mineral Rights:.....5

Cree contribution.....6

Pillar #2: Mining and Sustainable Practices

Sustainable Development Policy:.....6

Mining must be compatible with Sustainable Practices:.....7

Decision-making and governance tools to ensure sustainability:.....7

Pillar #3: Transparency and Collaboration

A) Transparency:.....8

B) Collaboration:.....8

C) Support for the Mining Community:.....8

CREE NATION MINING POLICY

Introduction

The Crees of Eeyou Istchee ("The Peoples Land") support and promote the development of mineral resources in the James Bay region of Northern Quebec. The Crees of Eeyou Istchee recognize the increased economic and social opportunity offered by the mining sector, subject to ensuring that their unique social and environmental regime is adhered to. Accordingly, we have developed the present Mining Policy which provides guiding principles for the conduct of mineral exploration and mining activities within a sustainable manner and in a manner that is respectful of Cree rights and interests.

The purpose of the policy is to develop a standardized, consistent and effective approach for Cree involvement in all mining related activities occurring on the Territory, including but not limited to, exploration, extraction and the closure of mining projects.

Mining activity in Eeyou Istchee is not a new trend. In the 1950s, mines opened in many locations in the southern part of the territory and adjacent areas to the south. By the 1970s, exploration activity continued to be strong, decreased significantly in the early 1980s and did not recover previous levels until after 2000. The number of claims made in the territory in recent years and the variety of minerals found suggest that one can expect continuing interest in mineral exploration activity and the opening of more new mines in Eeyou Istchee. Several new mines are still in the developmental stage and are either in the process of impact assessment or will be moving on to environmental review in the near future.

The Crees have already gained mining experience, mostly from the Troilus mine, an open pit gold and copper mine located west of Lake Mistissini, which operated for about 15 years. It is the first mining operation in Eeyou Istchee to have been the subject of a comprehensive negotiated agreement to address issues related to employment, economic development and environmental protection. This first experience allowed the Crees to identify the opportunities and challenges of Cree participation in the mining sector.

Governance

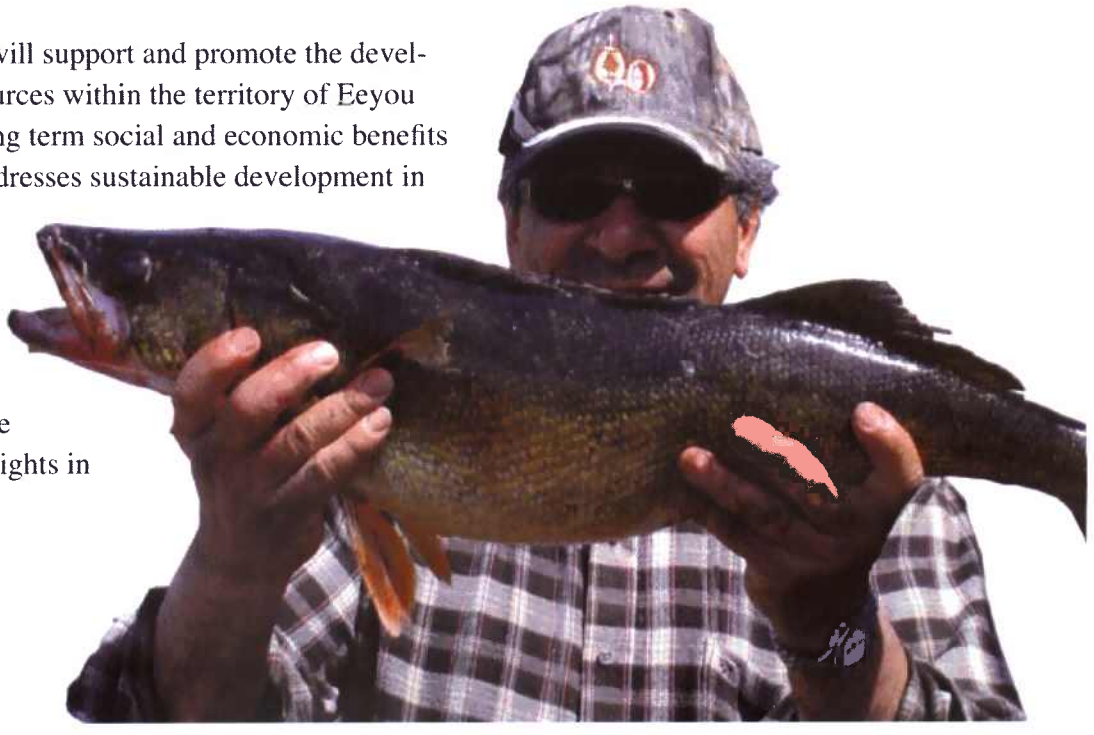
The Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) is the political body that represents the approximately 17,000 Crees or "Eeyouch" ("Eenouch" – inland dialect), as we call ourselves in our language. The Council is constituted of twenty (20) members including: a Grand Chief and Deputy-Grand Chief elected at large by the Eeyouch, the chiefs elected by each of the nine (9) recognized Cree communities , and one (1) other representative elected by each community.

The Cree Regional Authority (CRA) was set up by virtue of the signing of the James Bay and Northern Quebec Agreement as the administrative arm of the Cree Nation Government. It has responsibilities in respect to environmental protection, the hunting, fishing and trapping regime, economic and community development, Cree governance and other matters as decided by the Board of Directors. The Board of Directors of the CRA is the same joint governing body that manages the Grand Council of the Crees and is referred to as the "Council/Board".

Over the years, the Crees have signed agreements with both the federal and provincial governments, most notably the James Bay and Northern Quebec Agreement signed in 1975 with Canada and Québec (modified by numerous complementary agreements), the Agreement Concerning a New Relationship between le Gouvernement du Québec and the Crees of Quebec signed in 2002 (also referred to as the Paix des Braves) and the Agreement Concerning a New Relationship between Canada and the Cree of Eeyou Istchee signed in 2008. All of these agreements create a unique legal environment in the Eeyou Istchee Territory.

Guiding Principle

The Cree Government will support and promote the development of mineral resources within the territory of Eeyou Istchee that provides long term social and economic benefits for the Cree and that addresses sustainable development in compliance with the environmental and social protection regime of the JBNQA and that is compatible with the Cree way of life and protection of Cree rights in the Cree Territory.



Pillars

This mining policy is based on three (3) fundamental pillars which together guide mineral exploration and mining activity within the Eeyou Istchee Territory. The pillars of the Cree Nation Mining Policy are:

1. **Promotion and Support of Mining Activities** - The Crees support and promote the development of Mining as part of their approach to Natural Resource Management and as a tool for social and economic development.

2. **Mining and Sustainable Practices** - The Crees believe that mining activities shall be done in a manner that is compatible with Sustainable Development, and appropriate existing governance tools such as social and economic agreements, and environmental assessment and remediation processes should accompany all forms and all phases of mining activities.

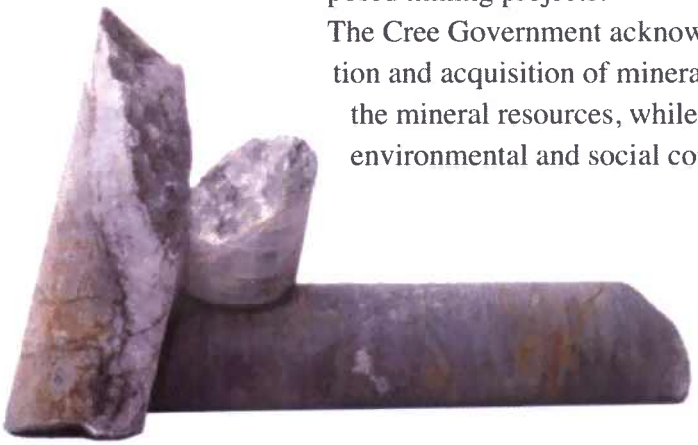
3. **Transparency and Collaboration** - The Crees believe that mineral exploration and mining activities in the territory should be a transparent and collaborative process.

Pillar #1: Promotion and Support of Mining Activities

Mineral Rights

The Cree Government will protect the rights, interests and benefits of all Crees collectively over their lands and resources to be impacted by proposed mining projects.

The Cree Government acknowledges and endorses the principles of allocation and acquisition of mineral rights and the corollary right to develop the mineral resources, while prioritizing Cree rights and addressing Cree environmental and social concerns.



Cree Contribution

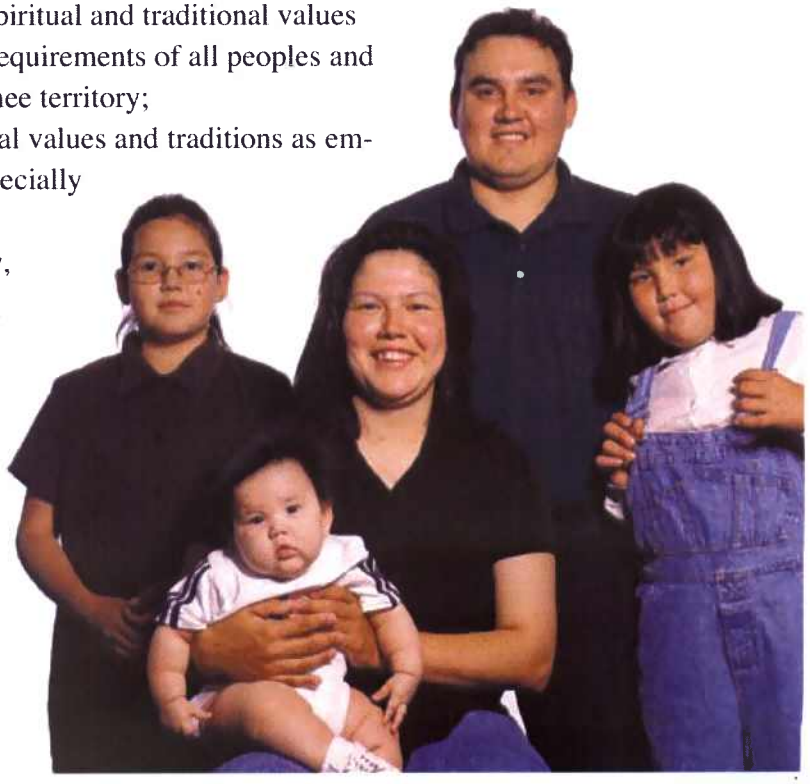
Proponents of mining projects who adhere to the present policy can expect to receive guidance from the Crees based on their traditional, technical and scientific expertise on land and mineral resources.
The Cree Government will ensure appropriate and adequate representation and involvement to protect the interests of all Crees and their institutions in all negotiations with mining proponents and governmental authorities.

Pillar #2: Mining and Sustainable Practices

Sustainable Development Policy

The Cree Government is committed to sustainable development of the Eeyou Istchee, in accordance with the following principles derived from the Eenou Astchee – Eenou Estchee Natural Resources Declaration issued in 1995:

- Recognition of the importance of the system of Cree family land use and occupation of the territory and their continuing management by tallymen;
- Administration of natural resources for the needs of the Crees without compromising the needs of future generations;
- Providing for management of natural resources based on the Cree principle of respect for the land;
- Balancing ecological, productive, spiritual and traditional values to meet the cultural and economic requirements of all peoples and communities within the Eeyou Istchee territory;
- Conservation of cultural and spiritual values and traditions as embodied in the land and notably in specially designated sites;
- Conservation of biological diversity, soils, water and watercourses, flora, fauna, scenic diversity and recreational values;
- Application of the precautionary principle in all decision-making processes related to natural resources;
- Restoration of damaged ecosystems.



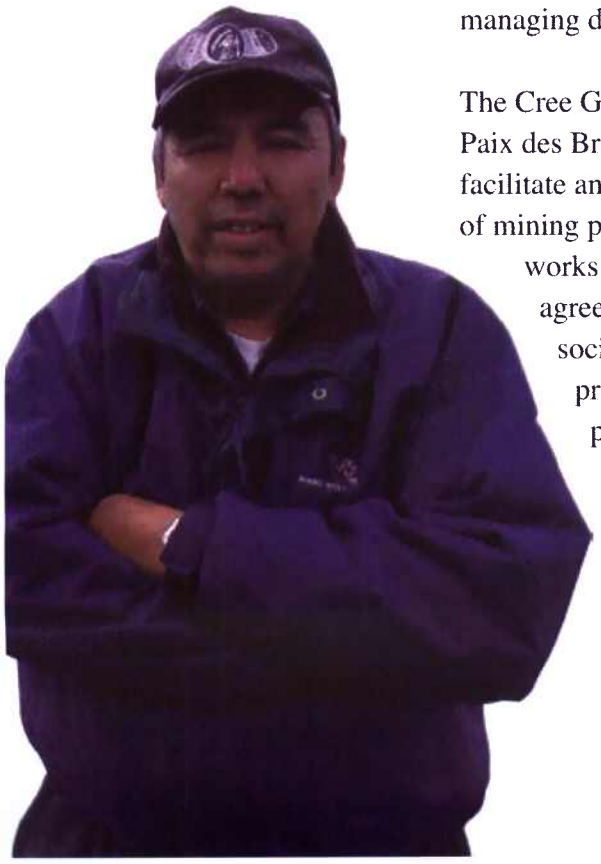
Mining must be compatible with Sustainable Practices

The Cree Government recognizes the importance of sustainable mining initiatives within the national and international mining industry standards and best practices.

The Cree Government seeks to improve the economic, social, environmental, cultural and sustainable development of all Crees and their institutions in the context of mining activities on the Territory (Impact Benefit Agreements, respect protected areas, hiring and training of local manpower, sharing of infrastructures, etc) and to ensure that mining projects contribute not only current benefits but also to the development of longer-term alternative employment and business opportunities in non-mining related sectors, and to the productive, traditional and alternative use of the land beyond the life of a mine.

Decision-making and governance tools to ensure sustainability

The Cree Government has an Environmental and Social Protection Regime that is unique to the territory, as described in the James Bay and Northern Quebec Agreement and has proved to be a valuable tool for effectively managing development within the territory.



The Cree Government recognizes the importance of agreements. The Paix des Braves specifically mentions that the Government of Quebec will facilitate and encourage agreements between the Crees and proponents of mining projects concerning a wide range of issues, such as remedial works, employment and contracts. The Cree Government views such agreements as the most appropriate instrument to ensure that the social, cultural, economic (employment, business contracts and profit or revenue sharing), and environmental issues are properly provided for as agreed-to with the proponents of mining developments.

Pillar #3: Transparency and Collaboration

A) ***Transparency***

The Cree Government will support communities that have established or wish to develop direct and close relationships with mining proponents.

The Cree Government encourages proponents to establish direct and close relationships with the communities and other Cree entities.

B) ***Collaboration***

The Cree Government will develop and promote collaborative and flexible approaches that respect the vital role of the communities in shared decision-making processes under this Policy.

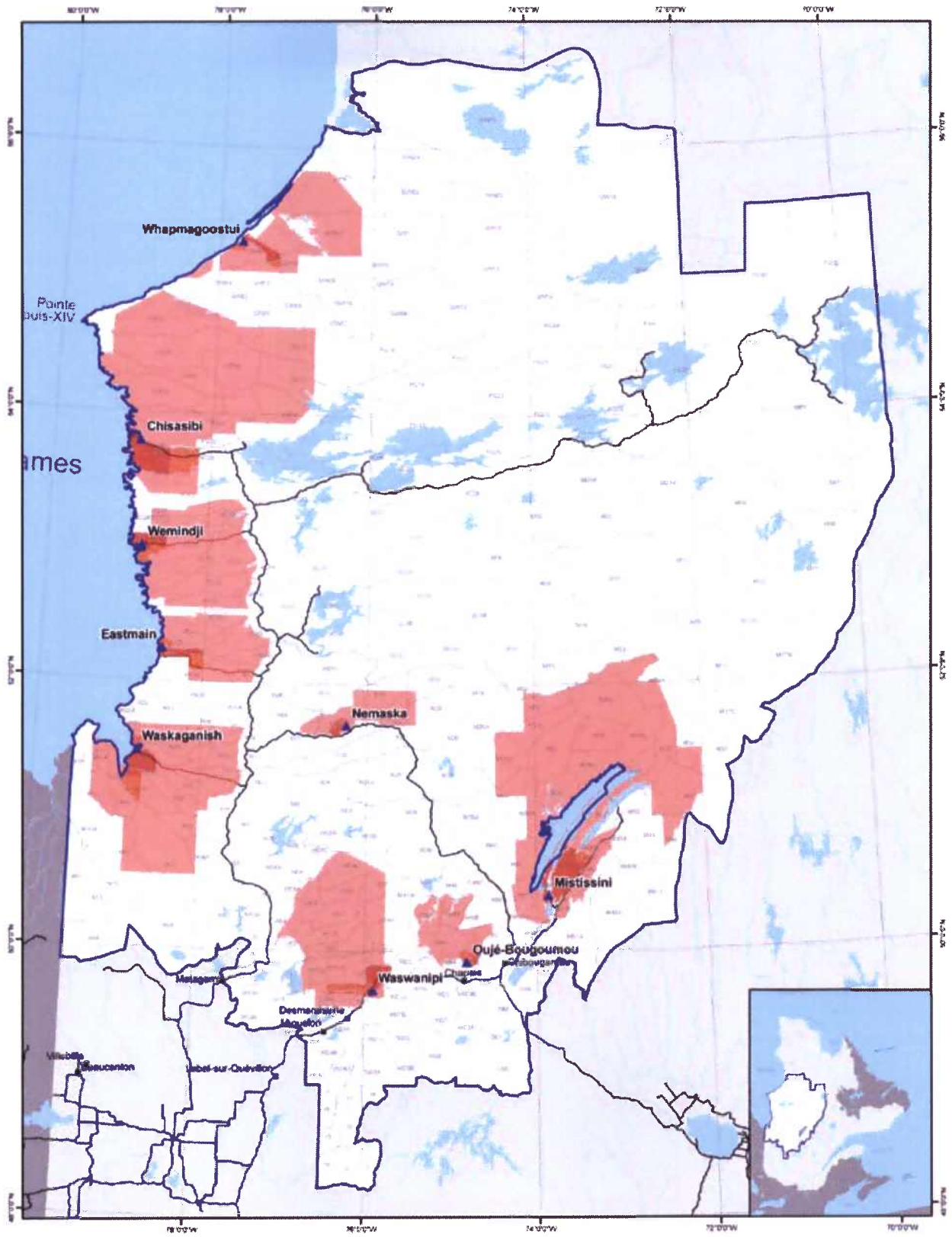
The Cree Government will ensure that all concerned Cree parties are to be involved as appropriate, at the earliest possible time in any proposed mining activity or mining projects to ensure that Cree rights, interests and benefits are properly protected and promoted.

The Cree Government recognizes and supports the principle that Cree involvement in mining projects is fundamental to ensuring that Cree rights are protected. The Cree Government will promote positive relations among all parties.

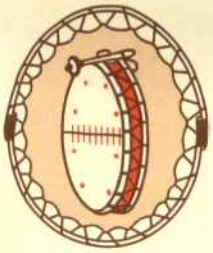
C) ***Support for the Mining Community***

The Cree Government, through the Cree Mineral and Exploration Board (CMEB), will provide support to the mining community by directing proponents to appropriate contacts within the CRA and communities. The mission of the CMEB is to develop mineral exploration in Eeyou Istchee and promote increased involvement of Crees in activities related to the development of natural resources in the mining sector. As part of its mandate, the CMEB assists the Crees in accessing mineral exploration opportunities and facilitates the development of mineral exploration activities by Cree Enterprises.

The Cree Government encourages the proponent to work with the respective communities, the local Cree families, including the tallymen, and Cree entrepreneurs.


Whapmagoostui
Chisasibi
Wemindji
Eastmain
Nemaska
Waskaganish
Mistissini
Waswanipi
Oujé-Bougoumou
Matagami
Desmaraisville
Lebel-sur-Quévillon
Pointe
Cree Governance
Category IA
Category IB
Category II
Cree Community
Municipality
roads
Eeyou Istchee
Cree Family Traditional Territories
0 25 50 100 150 200
Kilometers
Eeyou Istchee of Quebec
Grand Council of the Crees /
Cree Regional Authority
CreeFamilyTraditionalTerritories
Cree Regional Authority
July 2010

G.C.C.E.I.
est. 1974



C.R.A.
A.R.C.
est. 1978

ANNEXE B

ACCORD-CADRE

ENTRE

LES CRIS D'EEYOU ISTCHEE

ET LE

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

SUR

LA GOUVERNANCE DANS LE TERRITOIRE

D'EEYOU ISTCHEE BAIE-JAMES

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE 1

I. CONTEXTE 2

II. OBJECTIFS ET PRINCIPES 2

III. GOUVERNANCE CRIE SUR LES TERRES DE LA CATÉGORIE IB 4

IV. GOUVERNANCE CRIE SUR LES TERRES DE LA CATÉGORIE II 4

A. Administration régionale crie/Gouvernement de la nation crie 4

B. Compétences, fonctions et pouvoirs 5

1. Gestion municipale 5

2. Conférence régionale des élus (CRÉ) 6

3. Processus de planification 7

4. Gestion des terres et des forêts 9

C. Société de développement de la Baie-James 9

V. GOUVERNANCE SUR LES TERRES DE LA CATÉGORIE III 9

A. Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James 9

B. Territoire d'application 10

C. Structure de gouvernance 10

D. Compétences, pouvoirs et fonctions 11

VI. ASPECTS FINANCIERS 12

VII. DISPOSITIONS FINALES 12

A. Négociation d'une Entente finale 12

B. Comité de liaison permanent 13

C. Foresterie 13

D. Révision 13

E. Litiges / Différend 13

F. Convention complémentaire 13

G. Législation 13

H. Mesures transitoires 14

I. Interprétation 14

ACCORD-CADRE

SUR LA GOUVERNANCE DANS LE TERRITOIRE D'EEYOU ISTCHEE BAIE-JAMES

Entre : **LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**, représenté par le premier ministre Jean Charest, la vice-première ministre et ministre des Ressources naturelles et de la Faune, Nathalie Normandeau, le ministre responsable des Affaires autochtones, Geoffrey Kelley, le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, Laurent Lessard, et le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne, Pierre Moreau,

(ci-après « **Québec** »)

Et : **LES CRIS D'EEYOU ISTCHEE** agissant par le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et l'Administration régionale crie, représentés par le Dr. Matthew Coon Come, Grand Chef et président, et Ashley Iserhoff, vice-Grand Chef et vice-président,

(ci-après, les « **Cris** »)

(Québec et les Cris ci-après nommés ensemble les « **Parties** » et séparément une « **Partie** »)

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE, par un échange de lettres datées du 25 février 2010 entre le Grand Chef Dr Matthew Coon Come et le premier ministre Jean Charest, les Parties se sont entendues pour établir un processus direct et de haut niveau pour régler rapidement certains éléments d'un Différend (tel que défini ci-après);

ATTENDU QUE les Parties souhaitent conclure une entente de nation à nation qui assurera la modernisation du régime de gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James (« **Territoire** ») et l'inclusion des Cris dans ce régime de gouvernance;

ATTENDU QUE cet Accord-cadre (« **Accord** ») cherche à promouvoir une plus grande autonomie et une plus grande responsabilité de la part des Cris en matière de gouvernance dans le Territoire, en particulier à l'égard de l'utilisation et de la planification des terres et des ressources;

ATTENDU QUE cet Accord prévoit également une plus grande participation des Cris dans la gouvernance des terres de la catégorie III situées dans le Territoire en partenariat avec les autres résidents du Territoire;

ATTENDU QUE cet Accord et l'Entente finale (telle que définie ci-après) reposeront sur un modèle de gouvernance qui mise sur les principes du développement durable, du partenariat et de la prise en compte du mode de vie traditionnel des Cris en conformité avec les dispositions de la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois* (« **CBJNQ** ») et de l'*Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec* conclue le 7 février 2002 (« **Paix des braves** ») ainsi que les orientations et politiques gouvernementales, telles qu'adaptées pour prendre en compte le contexte des Cris tel que plus amplement détaillé ci-après;

ATTENDU QUE cet Accord et l'Entente finale favoriseront l'émergence d'une expertise crie en matière de gouvernance au niveau local et régional à l'égard de la planification et de l'utilisation des terres et des ressources, pour le bénéfice des Cris et du Québec en général;

ATTENDU QUE cet Accord ne vise pas et n'affecte pas les obligations du Canada envers les Cris telles qu'énoncées, entre autres, dans la CBJNQ et dans l'*Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Canada et les Cris d'Eeyou Istchee* conclue le 21 février 2008 (« **ENR fédérale** »);

ATTENDU QU'il est de l'intention des Parties que le présent Accord serve de base pour la négociation et la conclusion d'une Entente finale de nation à nation entre les Cris et le Québec sur la gouvernance sur le Territoire (« **Entente finale** »);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

I. CONTEXTE

1. Un différend est survenu entre les Cris et le Québec concernant (i) la *Loi modifiant la Loi sur le développement de la région de la Baie-James et d'autres dispositions législatives*[1], et (ii) la *Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche*[2] à l'égard des Conférences régionales des élus et du Fonds de développement régional (« **Différend** »).

2. Les Cris considèrent que les limites actuelles de la Municipalité de Baie-James (« **MBJ** ») ont été établies sans tenir compte de l'occupation et de l'usage traditionnels par les Cris du Territoire et qu'il est nécessaire de mieux aligner la gouvernance du Territoire avec cette occupation et cet usage par les Cris.

3. Dans son rapport daté du 4 novembre 2008 concernant certains éléments du Différend, l'honorable Réjean F. Paul, juge à la Cour supérieure du Québec, a affirmé (i) que les Cris d'Eeyou Istchee devaient être engagés dans la gestion de l'ensemble du territoire visé par la CBJNQ, incluant les terres des catégories II et III sur lesquelles sont situés certains « terrains de trappage » (ou territoires familiaux traditionnels des Cris), et (ii) que les Cris devaient participer activement à l'établissement d'un régime municipal moderne, au sein duquel ils auront leur place légitime dans la gouvernance de leur territoire visé par la CBJNQ.

4. La nation crie et celle du Québec conviennent de mettre l'accent dans leurs relations sur ce qui les unit et sur leur volonté commune de poursuivre le développement du Nord du Québec et de favoriser l'épanouissement de la nation crie. Celle-ci doit demeurer riche de ses héritages culturels, de sa langue et de son mode de vie traditionnel dans un contexte de modernisation croissante.

5. Le présent Accord marque une étape importante dans la nouvelle relation de nation à nation envisagée dans la Paix des braves, ouverte, respectueuse de l'autre communauté et favorisant une plus grande responsabilisation de la nation crie dans son propre développement, et ce, dans le contexte d'une plus grande autonomie.

II. OBJECTIFS ET PRINCIPES

6. Le présent Accord et l'Entente finale qui s'ensuivra ont pour objets :

   (a) l'exercice, par les Cris, d'une plus grande autonomie et de responsabilités accrues quant à la gouvernance des terres des catégories IB et II, en particulier à l'égard des pouvoirs de gouvernance de nature locale et régionale, en ce qui concerne, entre autres, la planification et l'utilisation du territoire et des ressources;

---

1 L.Q., 2001, c. 61, anciennement connue comme étant le Projet de loi 40 (2001).

2 L.Q. 2003, c. 29, tel qu'amendé par L.Q. 2006, c. 8 et c. 60, maintenant incorporés aux sections IV.3 et IV.4, articles 21.5 à 21.29 de la *Loi sur le Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*, L.R.Q., c. M-22.1.

(b) la modernisation des régimes de gouvernance au niveau régional sur les terres des catégories II et III situées dans le Territoire;

(c) la participation concrète des Cris à la gouvernance des terres de la catégorie III situées dans le Territoire en partenariat avec les autres résidents du Territoire;

(d) l'affermissement de la relation de nation à nation entre la nation crie et la nation du Québec, fondée sur la volonté commune des Parties de poursuivre le développement du Territoire pour le bénéfice des résidents du Territoire et de l'ensemble de la population du Québec, et de favoriser l'épanouissement des Cris dans un contexte de modernisation croissante;

(e) la prise en charge de plus grandes responsabilités par la nation crie à l'égard de son développement politique, gouvernemental et économique et, ce faisant, l'atteinte d'une plus grande autonomie et d'une plus grande capacité de répondre, en partenariat avec le Québec, aux besoins de la population crie;

(f) le règlement définitif ou le désistement définitif des litiges opposant les Cris et le Québec à l'égard du chapitre 11B de la CBJNQ (« **Litiges** »)

(g) le règlement du Différend entre les Cris et le Québec.

7. Les dispositions de la CBJNQ, de la Paix des braves et des autres ententes existantes et des arrangements financiers existants entre les Cris et le Québec continueront de s'appliquer à moins d'indications contraires expresses dans le présent Accord ou dans l'Entente finale.

8. Pour une plus grande certitude, le Québec confirme que rien dans le contenu du présent Accord ne préjudicie, ne porte atteinte ou ne limite les droits conférés aux Cris énoncés aux paragraphes 2.11, 2.12 et 28.1.1 de la CBJNQ.

9. À moins qu'il en soit expressément prévu autrement dans l'Entente finale, rien dans le présent Accord, dans l'Entente finale ou dans toute Convention complémentaire ou dans toute loi adoptée en vue de mettre en œuvre l'Entente finale n'affectera ou ne portera atteinte, ou ne sera interprété de manière à affecter, modifier ou porter atteinte, aux droits, privilèges et avantages des Cris prévus à la CBJNQ (incluant la continuation du présent système de « terrains de trappage » cris ou territoires familiaux traditionnels des Cris tel que mentionné au paragraphe 24.3.25 de la CBJNQ), à la Paix des braves, à l'ENR fédérale ou à tout autre entente ou engagement auquel les Cris, le Québec ou le Canada sont parties.

10. Rien dans le présent Accord, dans l'Entente finale ou dans toute Convention complémentaire modifiant la CBJNQ et découlant de l'Entente finale n'affectera, ne modifiera ou ne portera atteinte, ou ne sera interprété comme affectant, modifiant ou portant atteinte à :

(a) tout droit, privilège et avantage des Inuit du Nunavik en vertu de la CBJNQ ou en vertu de toute autre entente ou de tout autre engagement auquel les Inuit du Nunavik, le Québec ou le Canada sont parties;

(b) toute compétence, autorité et responsabilité de l'Administration régionale Kativik, du gouvernement régional du Nunavik (advenant son établissement), de la Commission scolaire Kativik, de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik, de tout Village nordique, de tout autre gouvernement local Inuit ou de tout organisme Inuit prévu à la CBJNQ;

sauf avec l'accord exprimé par écrit de la Société Makivik, des Cris, du Québec et, le cas échéant, du Canada.

11. Les régimes de gouvernance prévus au présent Accord à l'égard des terres de la catégorie II et des terres de la catégorie III ne s'appliqueront pas aux terres de la catégorie II de Whapmagoostui et aux territoires familiaux traditionnels des Cris au nord du 55e parallèle à moins qu'un accord n'intervienne à cet égard entre les Cris et la Société Makivik et qu'il ne soit approuvé par le Québec.

12. Rien dans le présent Accord, dans l'Entente finale ou dans toute Convention complémentaire ou dans toute législation visant à mettre en œuvre l'Entente finale :

(a) ne portera atteinte aux droits, revendications ou intérêts, quels qu'ils soient, invoqués par toute autre Première Nation, incluant les Innus, les Atikamekw et les Algonquins; ni

(b) ne constituera une reconnaissance par les Parties au présent Accord de tels droits, revendications ou intérêts.

13. Le présent Accord ne vise pas et n'affecte pas :

(a) les obligations du Canada envers les Cris d'Eeyou Istchee, y compris celles énoncées à la CBJNQ et à l'ENR fédérale;

(b) les négociations entre les Cris et le Canada en vertu de la partie 2 du chapitre 3 de l'ENR fédérale.

III. GOUVERNANCE CRIE SUR LES TERRES DE LA CATÉGORIE IB

14. Le Québec et les Cris s'engageront dans l'Entente finale à examiner, dans le contexte de la CBJNQ, la gouvernance crie sur les terres de la catégorie IB avec l'objectif d'assurer son efficacité opérationnelle, sa simplicité et sa viabilité technique et financière.

IV. GOUVERNANCE CRIE SUR LES TERRES DE LA CATÉGORIE II

15. Sous réserve des dispositions de la CBJNQ, incluant les chapitres 5 et 24, et de la *Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec*[3] et d'autres lois pertinentes liées à la CBJNQ, telles qu'adaptées en conformité avec les dispositions du présent Accord et de l'Entente finale, les terres de la catégorie II demeureront des terres publiques du Québec régies par les lois du Québec.

16. Nonobstant l'article 15, les dispositions du paragraphe 5.2.3 de la CBJNQ en matière de remplacement ou d'indemnisation en ce qui a trait aux terres de la catégorie II prises à des fins de développement seront examinées lors des négociations qui mèneront à l'Entente finale à l'égard des cas où une communauté, institution ou entreprise crie a un intérêt dans le projet.

17. Les terres de la catégorie II ne feront pas partie de la MBJ ni d'aucune autre municipalité.

A. Administration régionale crie / Gouvernement de la nation crie

18. L'Administration régionale crie (« **ARC** ») sera maintenue et demeurera la même personne morale, désignée sous le nom cri de « Eeyou Tapayatachesoo », sous le nom français de « Gouvernement de la nation crie » et sous le nom anglais de « Cree Nation Government ». Sa structure et sa composition demeureront telles qu'elles le sont actuellement jusqu'à ce que, d'un commun accord, les Parties en décident autrement.

---

[3] L.R.Q., c. R-13.1.

B. Compétences, fonctions et pouvoirs

19. Le Gouvernement de la nation crie exercera des compétences, des fonctions et des pouvoirs sur les terres de la catégorie II en vertu des lois du Québec tels qu'énoncés dans le présent Accord et prévus dans l'Entente finale, à l'égard, notamment, de la gestion municipale, de la gestion des ressources naturelles et de la gestion des terres.

20. Sous réserve des dispositions de la CBJNQ, les compétences, fonctions et pouvoirs qui seront attribués au Gouvernement de la nation crie sur les terres de la catégorie II seront exercés sans discrimination entre les Cris d'Eeyou Istchee et les autres citoyens.

21. Sous réserve de la CBJNQ et de la Paix des braves, les intérêts des tiers existants sur les terres de la catégorie II au moment de la signature du présent Accord, comme les (i) permis, (ii) baux, (iii) claims miniers et (iv) contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestiers (CAAF) dans le but d'assurer, tel que ceux-ci le prévoient, un accès continu de l'industrie forestière aux ressources, seront maintenus en conformité avec les lois applicables.

1. Gestion municipale

22. En matière de gestion municipale sur les terres de la catégorie II, les compétences, fonctions et pouvoirs du Gouvernement de la nation crie seront au moins équivalents à ceux qui sont actuellement attribués à la MBJ et au Conseil régional de zone de la Baie James (« **CRZBJ** ») relativement aux terres de la catégorie II en vertu, le cas échéant et sans restriction, du chapitre 11B de la CBJNQ (à l'égard du CRZBJ), de la *Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James*[4], de la *Loi sur le conseil régional de zone de la Baie James*[5], de la *Loi sur les compétences municipales*[6] et de la *Loi sur les cités et villes*[7].

23. De plus, le Gouvernement de la nation crie aura le droit d'exercer, à sa demande, certains autres compétences, fonctions et pouvoirs, avec les adaptations nécessaires pour prendre en considération le contexte des terres de la catégorie II et la capacité institutionnelle des Cris. Ces adaptations seront sujettes à une entente entre les Cris et le Québec. Ces autres compétences, fonctions et pouvoirs sont ceux d'une municipalité régionale de comté (« **MRC** ») et peuvent inclure, entre autres :

    (a) la planification de l'aménagement et du développement sur le territoire, tel que prévu dans la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*[8] (ou la loi qui lui succède, la *Loi sur l'aménagement durable du territoire et l'urbanisme*) (collectivement, la « **Loi sur l'aménagement** »), incluant, notamment, l'élaboration d'un schéma d'aménagement et de développement, une vision stratégique pour le développement économique, social, culturel et environnemental et d'autres éléments pertinents à l'exercice de planification prévus à la Loi sur l'aménagement. Le schéma d'aménagement et la vision stratégique seront conformes aux orientations, principes et objectifs à être déterminés par le Gouvernement de la nation crie en consultation avec les communautés cries et avec l'accord du Québec;

---

4 L.R.Q., c. D-8.2.
5 L.R.Q., c. C-59.1.
6 L.R.Q. c. C-47.1.
7 L.R.Q. c. C-19.
8 L.R.Q., c. A-19.1

(b) le développement économique régional;

(c) l'établissement d'un fonds de soutien aux opérations pour le développement des terres et des ressources forestières;

(d) la gestion des rivières et cours d'eau, tel que prévu dans la *Loi sur les compétences municipales*;

(e) l'établissement et la gestion des parcs régionaux;

(f) l'énergie et les télécommunications;

(g) la planification de la gestion des matières résiduelles (déchets);

(h) tout autre compétence, fonction ou pouvoir spécifié dans l'Entente finale.

24. Le CRZBJ sera aboli et ses droits, fonctions, biens et passifs seront transférés au Gouvernement de la nation crie, sous réserve d'une vérification diligente effectuée par l'ARC et le Québec à leur entière satisfaction avant la conclusion de l'Entente finale.

2. Conférence régionale des élus (CRÉ)

25. Le Gouvernement de la nation crie sera réputé être une Conférence régionale des élus (« **CRÉ** ») pour les Cris d'Eeyou Istchee et à l'égard des terres des catégories I et II.

26. Le Gouvernement de la nation crie, en consultation avec les communautés cries, exercera tous les pouvoirs et aura toutes les responsabilités d'une CRÉ et d'une commission régionale des ressources naturelles et du territoire (« **CRRNT** »), tel que prévu dans les lois du Québec, incluant la *Loi sur le Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire* et les décrets 929-2005, 415-2006 et 179-2008, à l'égard, en particulier, du développement économique, du financement pour le développement régional et de la gestion des ressources naturelles et la gestion du territoire, le tout tel que convenu dans le présent Accord et dans l'Entente finale. Ces pouvoirs et fonctions incluront, sans restriction, les suivants :

(a) agir à titre d'interlocuteur privilégié auprès du Québec en ce qui concerne le développement régional;

(b) assumer la responsabilité des organismes régionaux et locaux de planification et de développement;

(c) promouvoir l'action concertée des partenaires de la région;

(d) conseiller le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (« **MRNF** ») sur les questions de développement régional;

(e) mettre en place des plans de développement quinquennaux qui déterminent les objectifs de développement généraux et spécifiques pour la région;

(f) conclure des ententes spécifiques avec les ministères ou entités du gouvernement ou avec d'autres partenaires afin d'exercer des compétences et responsabilités;

(g) élaborer un ou des plan(s) régional(aux) de l'utilisation des terres et des ressources (« **PRUTR** ») à l'égard des terres de la catégorie II.

27. Les conditions et les modalités d'exercice des fonctions et des pouvoirs qui seront exercés par le Gouvernement de la nation crie seront définies plus amplement dans l'Entente finale. Ces fonctions, responsabilités et pouvoirs devront cependant être exercés de manière à prendre en considération ce qui suit :

(a) les orientations, principes et objectifs à être déterminés par le Gouvernement de la nation crie en consultation avec les communautés cries et avec l'accord du Québec;

(b) la vocation particulière pour les Cris des terres de la catégorie II en vertu de la CBJNQ; et

(c) le statut des terres de la catégorie II en tant que terres publiques (sous réserve des dispositions de la CBJNQ, incluant les chapitres 5 et 24), en ce qui concerne, en particulier, l'accès public aux terres du domaine de l'État et la libre circulation, avec égard aux droits d'exploitation des Cris et de l'utilisation et de l'occupation des terres de la catégorie II.

28. Des arrangements particuliers seront déterminés dans l'Entente finale en ce qui concerne les mécanismes de suivi et la reddition de comptes afin de prendre en compte la capacité institutionnelle du Gouvernement de la nation crie.

3. Processus de planification

29. Le processus de planification du PRUTR sur les terres de la catégorie II sera celui qui est prévu ci-après.

30. Le Gouvernement de la nation crie établira une Commission Eeyou de planification (« **Commission** ») composée des membres des communautés cries désignés par le Gouvernement de la nation crie.

31. La Commission préparera, après avoir consulté le Gouvernement de la nation crie, les communautés cries et toute autre personne et entité qu'elle juge indiquée, un projet de plan régional de l'utilisation des terres et des ressources pour les terres de la catégorie II (« **Projet de plan** »).

32. Dans la préparation du Projet de plan, la Commission consultera également le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie James mentionné à l'article 50 en vue d'harmoniser le Projet de plan, dans la mesure du possible, avec le plan régional des terres et des ressources naturelles de ce Gouvernement régional.

33. Une fois le Projet de plan terminé, la Commission le rendra public et sollicitera des commentaires de toute personne intéressée, incluant les communautés cries, les associations cries, les bénéficiaires cris, les organismes compétents du gouvernement et le grand public.

34. La Commission devra :

(a) tenir des audiences publiques relativement au Projet de plan;

(b) évaluer le Projet de plan à la lumière des commentaires de toute personne intéressée et des observations faites lors des audiences publiques;

(c) si elle le juge nécessaire, réviser le Projet de plan; et

(d) rendre le Projet de plan public, avec ou sans révision.

35. Au terme du processus prévu à l'article 34, la Commission présentera le Projet de plan au Gouvernement de la nation crie qui devra, dès que possible:

(a) l'accepter; ou

(b) le renvoyer à la Commission pour nouvel examen accompagné de motifs écrits, auquel cas la Commission y apportera les révisions appropriées à la lumière des motifs écrits du Gouvernement de la nation crie et le présentera de nouveau au Gouvernement de la nation crie pour acceptation.

36. Après avoir accepté le Projet de plan, le Gouvernement de la nation crie le rendra public et le soumettra au MRNF accompagné des documents pertinents relatifs au processus et aux résultats de la consultation.

37. Le Gouvernement de la nation crie et le MRNF se rencontreront pour revoir le Projet de plan. Ils s'efforceront de bonne foi, par la coopération et la consultation, de faire en sorte que le Projet de plan donne lieu à une entente mutuellement satisfaisante.

38. Si, après 90 jours, le Gouvernement de la nation crie et le MRNF sont incapables d'en arriver à une entente à l'égard du Projet de plan, la question sera référée pour résolution, en vertu de l'article 12.5 de la Paix des braves, au Comité de liaison permanent établi en vertu du chapitre 11 de la Paix des braves.

39. Dans les 90 jours suivant la soumission mentionnée à l'article 38, le Comité de liaison permanent devra faire ses recommandations (unanimes ou divergentes) au Gouvernement de la nation crie et au ministre des Ressources naturelles et de la Faune (« **Ministre** »).

40. Sur réception du Projet de plan et des recommandations du Comité de liaison permanent, le Ministre doit, dès que possible :

(a) l'approuver; ou

(b) le renvoyer au Gouvernement de la nation crie pour nouvel examen par la Commission, accompagné de motifs écrits, dans la mesure où ces motifs visent la santé ou la sécurité publique, la conservation ou la protection de l'environnement ou encore des restrictions déraisonnables à l'accès du public ou à la mise en valeur des terres et des ressources.

41. Le cas échéant, la Commission réexaminera le Projet de plan à la lumière des motifs formulés par écrit par le Ministre et le présentera à nouveau au Gouvernement de la nation crie qui le soumettra au Ministre pour approbation.

42. Si le Ministre ne veut ou ne peut approuver le Projet de plan, resoumis en vertu de l'article 41, il doit, avant de prendre sa décision finale, rencontrer le Gouvernement de la nation crie pour lui expliquer sa position et pour en discuter avec lui.

43. Une fois approuvé par le Ministre, le Projet de plan deviendra le plan régional officiel de l'utilisation des terres et des ressources pour les terres de la catégorie II concernées (« **Plan** ») et il sera mis en œuvre.

44. À cette fin, le Gouvernement de la nation crie et le Québec concluront une entente spécifique pour assurer la mise en œuvre du Plan et pour adapter les activités du gouvernement aux caractéristiques régionales d'Eeyou Istchee et des terres de la catégorie II tel que défini dans le Plan.

45. Les conditions et le processus décrits aux articles 27 et 30 à 44, avec les modifications que peuvent exiger les circonstances, s'appliqueront au schéma d'aménagement et de développement préparé par le Gouvernement de la nation crie pour les terres de la catégorie II en vertu de la Loi sur l'aménagement, étant entendu qu'un tel schéma ne fera pas l'objet de consultations auprès du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James.

4. Gestion des terres et des forêts

46. L'Entente finale stipulera que, sur une base de nation à nation, le Gouvernement de la nation crie pourra, sous réserve de la CBJNQ et en conformité avec les orientations, principes et objectifs à être déterminés par le Gouvernement de la nation crie en consultation avec les communautés cries et avec l'accord du Québec, exercer sur les terres de la catégorie II, de façon progressive sur cinq ans, les pouvoirs conférés par les lois du Québec aux MRC ailleurs au Québec, en matière de planification, de gestion et de réglementation sur les terres, les biens et les ressources forestières qui s'y trouvent, le tout selon les modalités à être déterminées par les Parties lors des négociations conduisant à l'Entente finale.

C. Société de développement de la Baie James

47. Il est de l'intention des Parties que les droits, fonctions, pouvoirs et actifs qui sont actuellement attribués à, ou en la possession de, la Société de développement de la Baie James (« **SDBJ** ») en vertu de la *Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James* relativement aux terres de la catégorie II soient transférés au Gouvernement de la nation crie / Société de développement crie ou à une entité contrôlée par celui-ci/celle-ci, sous réserve d'une vérification diligente effectuée par l'ARC à son entière satisfaction et suivant des modalités équitables, entre le Gouvernement de la nation crie exerçant sa compétence sur les terres de la catégorie II et le Gouvernement régional mentionné à l'article 50 exerçant sa compétence sur les terres de la catégorie III, à être déterminées à l'Entente finale.

48. Les Parties prendront les mesures nécessaires, incluant un amendement à la CBJNQ, pour que la SDBJ soit retirée en tant que « partie » à la CBJNQ, notamment aux fins de consentir à de futurs amendements ou modifications à la CBJNQ, tel que prévu à l'article 2.15 de cette entente.

V. GOUVERNANCE SUR LES TERRES DE LA CATÉGORIE III

49. Sous réserve des dispositions de la CBJNQ, incluant les chapitres 5 et 24, et de la *Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec* et de toute autre législation liée à la CBJNQ, telles qu'adaptées en conformité avec les présentes dispositions et celles de l'Entente finale, les terres de la catégorie III demeureront des terres publiques du Québec régies par les lois du Québec.

A. Gouvernement Régional d'Eeyou Istchee Baie-James

50. La MBJ sera abolie et remplacée par un gouvernement régional public qui sera établi par une loi du Québec et qui sera désigné sous le nom de « Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie James » sous le nom cri de « __ » et sous le nom anglais de « Eeyou Istchee James Bay Regional Government » (« **Gouvernement régional** »). Il comprendra une représentation des Cris et des autres résidents du Territoire.

51. Sous réserve des présentes dispositions, le Gouvernement régional succédera, dès sa création, à la MBJ en ce qui concerne ses droits, ses pouvoirs, ses biens et ses obligations, conformément à des modalités à être prévues à l'Entente finale.

52. Les localités qui sont déjà constituées en vertu des dispositions de la *Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James* (« **Localités** ») continueront d'avoir accès aux services.

53. Les employés en fonction de la MBJ (sauf à titre de membres élus du conseil) au moment de la conclusion du présent Accord conserveront leur emploi et leurs conditions d'emploi au sein du Gouvernement régional.

54. Le Gouvernement régional adoptera une politique concernant l'emploi, la formation, l'embauche et le perfectionnement professionnel. Plus spécifiquement, le Gouvernement régional adoptera des mesures administratives en vue de faciliter l'accès des travailleurs cris aux opportunités d'emploi au sein du Gouvernement régional ainsi que leur formation et leur perfectionnement professionnel.

B. Territoire d'application

55. Le Gouvernement régional aura, sous réserve des articles 56 et 57, compétence sur les terres de la catégorie III actuellement comprises dans le territoire de la MBJ.

56. Le Gouvernement de la nation crie et le Gouvernement régional n'exerceront pas de pouvoirs, de compétences et de responsabilités sur les terres situées au nord du 55^{e} parallèle, à moins qu'une entente à cet effet n'ait été conclue entre les Cris et la Société Makivik ou, le cas échéant, le Gouvernement régional du Nunavik et que cette entente n'ait été approuvée par le Québec.

57. Les Parties s'engageront dans l'Entente finale à établir un processus en vue d'ajuster les limites est, sud-est et sud du territoire sujet à la compétence du Gouvernement régional de manière à suivre les limites est, sud-est et sud des territoires familiaux traditionnels des Cris, au-delà des limites actuelles de la MBJ, sujet à:

(a) des ententes préalables à être conclues entre les Cris et les Innus, les Atikamekw et les Algonquins, selon le cas; et

(b) des arrangements mutuellement satisfaisants entre les Cris et le Québec concernant les ajustements aux limites.

58. Pour plus de clarté, le territoire sujet à la compétence du Gouvernement régional ne comprendra pas :

(a) les terres des catégories I ou II,

(b) les municipalités de Chibougamau, Chapais, Matagami et Lebel-sur-Quévillon (« **Municipalités** »).

C. Structure de Gouvernance

59. La structure de gouvernance du Gouvernement régional sera composée de représentants des Cris et des résidents des Municipalités ainsi que, durant les cinq premières années d'opération du Gouvernement régional, d'une représentation du gouvernement central du Québec. Les Parties évalueront la représentation des Localités dans le Territoire de la MBJ sur la structure de gouvernance du Gouvernement régional, compte tenu des recommandations d'une sous-table à être établie par les Parties en conformité avec l'article 65, à condition qu'une telle représentation soit exercée (i) par l'entremise des Municipalités ou (ii) au moyen de consultations avec les Localités à l'égard de services et d'opérations qui les affectent directement. La représentation du gouvernement central du Québec sera réévaluée après les cinq premières années d'opération.

60. Pendant les dix premières années d'opération du Gouvernement régional, et subséquemment jusqu'à ce que la formule mentionnée à l'article 61 soit mise en vigueur avec le consentement des Cris et du Québec, les Cris et les résidents des Municipalités auront une parité de vote au sein de la structure de gouvernance.

61. Après la période mentionnée à l'article 60, la représentation et le droit de vote des Cris et des résidents des Municipalités au sein de la structure de gouvernance seront établis en fonction de la population résidente, conformément à une formule qui sera convenue entre les Cris et le Québec en fonction de principes démocratiques et des réalités démographiques, à être plus amplement définie à l'Entente finale.

62. Les employés cris des associations cries (telles que définies dans la Paix des braves), les patients cris et les étudiants cris à l'extérieur du Territoire seront réputés faire partie de la population résidente aux fins de la formule mentionnée à l'article 61.

63. La représentation des Cris et des résidents des Municipalités au sein de la structure de gouvernance sera réévaluée tous les dix (10) ans après la mise en œuvre de la formule mentionnée à l'article 61.

64. Les règles d'opération de la structure de gouvernance seront définies dans l'Entente finale. Ces règles peuvent prévoir, entre autres, la tenue d'un vote majoritaire qualifié pour disposer de certaines questions en fonction de leur nature ou de leur portée géographique.

65. Après la signature du présent Accord, les Parties établiront une sous-table composée de représentants des Cris, du Québec et des Municipalités afin de proposer des recommandations à la table principale de négociation Cris-Québec à l'égard de la structure de gouvernance du Gouvernement régional et de ses règles d'opération. La sous-table se rapportera à la table principale de négociation Cris-Québec et sera sous sa direction.

D. Compétences, pouvoirs et fonctions

(a) Municipal/MRC/CRÉ/CRRNT

66. Le Gouvernement régional possèdera au minimum les mêmes compétences, pouvoirs et fonctions que ceux que la MBJ possède actuellement sur les terres de la catégorie III. Le Gouvernement régional pourra également, à sa demande, exercer les compétences, pouvoirs et fonctions d'une MRC sur ces terres, sous réserve des modalités à être déterminées dans l'Entente finale. Il exercera également les fonctions d'une CRÉ, sous réserve de l'article 73. Le Gouvernement régional exercera les fonctions d'une CRRNT sur les terres de la catégorie III et, à ce titre, il élaborera un PRDIRT s'appliquant à cette catégorie de terres. Le Gouvernement régional consultera le Gouvernement de la nation crie en vue d'harmoniser, dans la mesure du possible, le PRDIRT s'appliquant aux terres de la catégorie III et le PRUTR s'appliquant aux terres de la catégorie II respectivement.

67. Le Gouvernement régional possèdera tous les pouvoirs requis pour remplir les obligations prévues dans une entente à laquelle il est partie avec le gouvernement ou l'un de ses ministres et organismes, avec un mandataire de l'État ou, s'il s'agit d'une entente exclue de l'application de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif*[9] ou pour la conclusion de laquelle a été obtenue l'autorisation préalable en vertu de cette loi, avec le gouvernement du Canada ou l'un de ses ministres, organismes ou mandataires.

(b) SDBJ

68. Il est de l'intention des Parties que les droits, fonctions, pouvoirs et actifs qui sont actuellement attribués à, ou en la possession de, la SDBJ en vertu de la *Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James* relativement aux terres de la catégorie III soient transférés au Gouvernement

---

[9] L.R.Q., c. M-30.

régional ou à une entité contrôlée par celui-ci, sous réserve des modalités équitables, entre le Gouvernement de la nation crie exerçant sa compétence sur les terres de la catégorie II et le Gouvernement régional exerçant sa compétence sur les terres de la catégorie III, à être déterminées à l'Entente finale.

69. Les employés en fonction de la SDBJ (sauf à titre de membres du conseil d'administration) au moment de la conclusion du présent Accord conserveront leur emploi et leurs conditions d'emploi au sein du Gouvernement régional ou du Gouvernement de la Nation crie/Société de développement crie ou une entité contrôlée par celui-ci/celle-ci, le cas échéant.

70. Les entités mentionnées à l'article 69 adopteront une politique concernant l'emploi, la formation, l'embauche et le développement professionnel. Plus spécifiquement, ces entités adopteront des mesures administratives en vue de faciliter l'accès des travailleurs cris aux opportunités d'emploi au sein de ces entités ainsi que leur formation et leur développement professionnel.

VI. ASPECTS FINANCIERS

71. Les arrangements financiers relatifs à la gouvernance des terres des catégories II et III seront déterminés dans l'Entente finale, notamment sur la base des considérations suivantes :

(a) à l'égard des pouvoirs, compétences et responsabilités que l'ARC (Gouvernement de la nation crie) exercera sur les terres de la catégorie II en vertu de l'Entente finale, le Québec lui fournira le soutien financier que le Québec fournit aux municipalités et, le cas échéant, aux MRC et aux CRÉ, pour l'exercice de pouvoirs, de compétences et de responsabilités comparables, en tenant compte du contexte des Cris et de la capacité institutionnelle du Gouvernement de la nation crie;

(b) en ce qui concerne les terres de la catégorie III, la rémunération et les avantages, le cas échéant, des membres du conseil du Gouvernement régional seront établis notamment d'après les lois applicables en matière de rémunération et de régimes de retraite pour les élus municipaux, avec les adaptations nécessaires.

72. Les Cris et les Municipalités conserveront leurs avantages respectifs provenant des projets de développement. Pour les Cris et les Municipalités, cela signifie, en particulier, que les avantages convenus avec les Cris ou la MBJ, le cas échéant, dans le cadre des projets hydroélectriques ne feront pas partie du patrimoine du Gouvernement régional.

73. Le Gouvernement de la nation crie et le Gouvernement régional conserveront également, dans le cadre de l'application de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*, l'accès aux Fonds de développement régional attribuables respectivement à la CRÉ-ARC et à la CRÉ-BJ, qui feront l'objet d'une répartition équitable, et, le cas échéant, d'un ajustement, du montant de ces Fonds.

VII. DISPOSITIONS FINALES

A. Négociation d'une Entente finale

74. Les Cris et le Québec négocieront de manière diligente et de bonne foi en vue de conclure une Entente finale qui incorpore les dispositions de cet Accord dans un délai d'un an à partir de la signature du présent Accord ou à une date ultérieure convenue par écrit entre les Cris et le Québec, faute de quoi, cet Accord sera nul et sans effet. L'Entente finale remplacera le présent Accord.

B. Comité de liaison permanent

75. Le Comité de liaison permanent établi en vertu du chapitre 11 de la Paix des braves exercera le même mandat à l'égard de l'Entente finale que celui qui est prévu dans la Paix des braves.

C. Foresterie

76. Sous réserve des autres dispositions du présent Accord concernant la gouvernance sur les ressources forestières, les mesures liées à la gouvernance des ressources forestières sur le Territoire prévues au Chapitre 3 de la Paix des braves, telles que mentionnées dans la lettre du 30 novembre 2009 de la vice-première ministre Nathalie Normandeau au Grand Chef Matthew Coon Come, seront traitées par les Parties dans les négociations menant à l'Entente finale. Les Parties établiront une sous-table composée de représentants des Cris et du Québec pour discuter et pour proposer des recommandations à la table principale de négociation Cris-Québec concernant la gouvernance des ressources forestières et la coordination des rôles des agences responsables à cet égard. Cette sous-table se rapportera à la table principale de négociation Cris-Québec et sera sous sa direction.

77. Les mesures liées à l'harmonisation du régime forestier adapté et de la *Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier*[10], continueront d'être traitées par les parties à la Table Cris-Québec sur l'évolution du régime forestier adapté et autres problématiques liées à la foresterie, notamment le régime forestier adapté prévu au chapitre 30A de la CBJNQ et au chapitre 3 de la Paix des braves, table formée conformément à la lettre du 30 novembre 2009 de la vice-première ministre Nathalie Normandeau au Grand Chef Matthew Coon Come.

D. Révision

78. Après cinq ans de l'entrée en vigueur de l'Entente finale, les Parties reverront, sous l'égide du Comité de liaison permanent, la mise en œuvre de l'Entente finale et toutes les questions qui y sont liées.

E. Litiges / Différend

79. L'Entente finale prévoira le règlement définitif ou le désistement définitif des Litiges et le règlement du Différend.

80. Les Litiges ne procéderont pas entre les Parties durant les négociations de l'Entente finale.

F. Convention Complémentaire

81. Les Parties s'engageront dans l'Entente finale à préparer une Convention complémentaire à la CBJNQ afin d'assurer la compatibilité entre la CBJNQ et l'Entente finale.

G. Législation

82. Le Québec s'engagera dans l'Entente finale à appliquer le processus législatif approprié pour mettre en œuvre l'Entente finale et apporter les modifications requises aux lois existantes, incluant la *Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James* et la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire* (relativement aux mandats de la CRÉ et de la CRRNT), dans la mesure nécessaire pour donner effet à l'Entente finale.

---

[10] L.Q., 2010, c. 3.

H. Mesures transitoires

83. Les processus reliés au PRDIRT et au Plan d'affectation des terres publiques (PATP) dans le Territoire sont suspendus jusqu'à la conclusion de l'Entente finale.

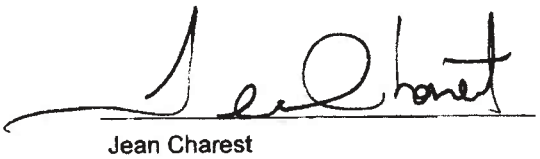
I. Interprétation

84. Le préambule fait partie intégrante de cet Accord.

85. Le présent Accord n'est ni un traité ni un accord de revendication territoriale au sens des articles 25 et 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.

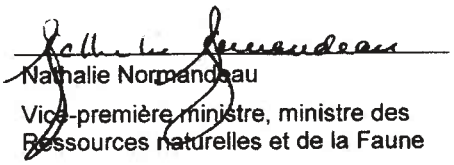
EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À QUÉBEC, EN CE 27E JOUR DE MAI 2011

Pour le Québec :



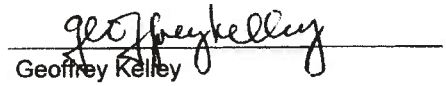
Jean Charest

Premier ministre



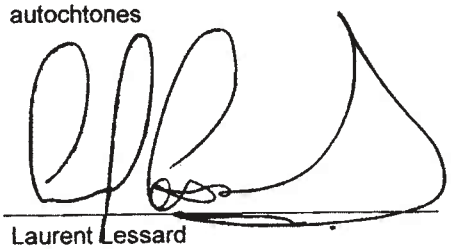
Nathalie Normandeau

Vice-première ministre, ministre des Ressources naturelles et de la Faune



Geoffrey Kelley

Ministre responsable des Affaires autochtones



Laurent Lessard

Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Pierre Moreau

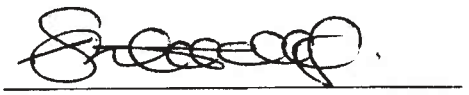
Ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne

Pour les Cris :

Dr. Matthew Coon Come

Grand Chef du Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee)

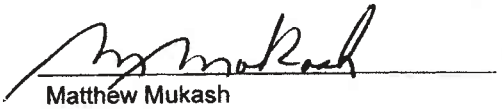
Président de l'Administration régionale Crie



Ashley Iserhoff

Vice-Grand Chef du Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee)

Vice-président de l'Administration régionale Crie

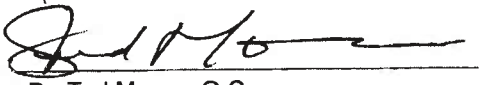


Matthew Mukash

Ancien Grand Chef du Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee)

Ancien président de l'Administration régionale Crie

Témoin



Dr. Ted Moses, O.Q.

Ancien Grand Chef du Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee)
Ancien président de l'Administration régionale Crie

Témoin

Bill Namagoose

Directeur exécutif du Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee)

Témoin

CAPERN – 016M
C.P. – P.L. 14
Mise en valeur
des ressources
minérales

ᐧᐄᓂᐯᑯᐧᐄᔨᒡ ᔮᐦᒋᒦᐧᐄᔨᒡ ᐁᓇᑎᒪᑐᒡ (ᐄᔨᔫ ᐊᔅᒌ)
Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)
Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee)

ᐄᔨᔫ ᑎᐯᔨᒋᒉᓲ
CREE REGIONAL AUTHORITY
ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE

G.C.C.E.I.
est. 1974

C.R.A.
A.R.C.
est. 1978

2 Lakeshore Road
Nemaska (Quebec) J0Y 3B0
Tel.: (819) 673-2600 Fax: (819) 673-2606 E-mail: cree@cra.qc.ca
http://www.gcc.ca

BRIEF ON BILL 14 – AN ACT RESPECTING THE DEVELOPMENT OF MINERAL RESOURCES IN KEEPING WITH THE PRINCIPLES OF SUSTAINABLE DEVELOPMENT

Submitted to:

Committee on Agriculture, Fisheries, Energy and Natural Resources
Assemblée nationale du Québec
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
3e étage, Bureau 3.15
Québec (Québec) G1A 1A3

by the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) and the Cree Regional Authority

August 24, 2011

Mistissini ᒥᔅᑎᓯᓂ Whapmagoostui ᐧᐋᐱᒪᑯᔅᑐ Chisasibi ᒋᓵᓰᐱ Wemindji ᐧᐄᒥᓐᒋ Eastmain ᐄᔅᒣᐃᓐ Waskaganish ᐧᐋᔅᑲᐦᐃᑲᓂᔥ Nemaska ᓀᒥᔅᑳᐤ Waswanipi ᐧᐋᔅ ᐧᐋᓂᐲ Ouje-Bougoumou ᐅᒉᐳᑯᒧ Washaw Sibi ᐧᐋᔖᐤ ᓰᐲ

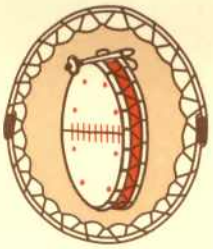
G.C.C.E.I.
est. 1974

C.R.A.
A.R.C.
est. 1978

TABLE OF CONTENTS

	ABOUT THE GRAND COUNCIL OF THE CREES AND THE CREE REGIONAL AUTHORITY	3
1.	INTRODUCTION	5
2.	IMPLEMENTATION OF QUÉBEC'S MINERAL STRATEGY	6
3.	THE CREE NATION MINING POLICY	7
4.	CONSULTATION	9
5.	AREAS WITHDRAWN FROM STAKING, MAP DESIGNATION, MINING EXPLORATION AND MINING OPERATIONS	10
6.	FRAMEWORK AGREEMENT BETWEEN THE CREES OF EEYOU ISTCHEE AND THE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ON GOVERNANCE IN THE EEYOU ISTCHEE JAMES BAY TERRITORY	11
7.	MINE CLOSURE AND INCREASED GUARANTEES	12
8.	GUIDELINES FOR PREPARING A MINING SITE REHABILITATION PLAN AND GENERAL MINING SITE REHABILITATION REQUIREMENTS	14
9.	MINERAL EXPLORATION	14
10.	CONCLUSION	16
	SCHEDULE "A" – CREE NATION MINING POLICY	
	SCHEDULE "B" - FRAMEWORK AGREEMENT BETWEEN THE CREES OF EEYOU ISTCHEE AND THE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ON GOVERNANCE IN THE EEYOU ISTCHEE JAMES BAY TERRITORY	

G.C.C.E.I.
est. 1974



C.R.A.
A.R.C.
est. 1978

ABOUT THE GRAND COUNCIL OF THE CREES AND THE CREE REGIONAL AUTHORITY

The Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) (**"GCCEI"**) is the political body that represents the approximately 18,000 Crees or "Eeyou" ("Eenou" – inland dialect). The GCCEI Board of Directors is constituted of twenty (20) members including: the Grand Chief and Deputy-Grand Chief elected at large by the Eeyou, the Chiefs elected by each of the nine (9) recognized Cree communities[1], and one (1) other representative elected by each community.

The Cree Regional Authority (**"CRA"**) was established pursuant to the *James Bay and Northern Quebec Agreement* as the administrative arm of the Cree Nation Government. It has responsibilities in respect of environmental protection, the hunting, fishing and trapping regime, economic and community development, Cree governance and other matters as decided by its governing Council. The Council of the CRA is composed of the same representatives as the Board of Directors of the Grand Council of the Crees. These two bodies often act jointly and are commonly referred to as the "Council/Board".

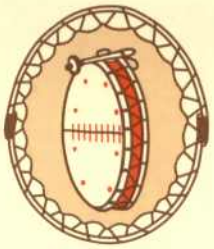
Over the years, the Crees of Eeyou Istchee, the traditional homeland of the Crees in James Bay, have signed agreements with both the federal and provincial governments, most notably the *James Bay and Northern Quebec Agreement* signed in 1975 with Canada and Québec (**"JBNQA"**) (amended by numerous complementary agreements), the *Agreement Concerning a New Relationship between le Gouvernement du Québec and the Crees of Quebec* signed in 2002 (also referred to as the "***Paix des Braves***") and the *Agreement concerning a New Relationship between Canada and the Cree of Eeyou Istchee* signed in 2008. All of these agreements create a unique legal environment in the Eeyou Istchee Territory.

---

[1] The Cree Nation of Chisasibi, the Cree Nation of Eastmain, the Cree Nation of Mistissini, the Cree Nation of Nemaska, the Crees of the Waskaganish First Nation, the Waswanipi Band, the Cree Nation of Wemindji, the Whapmagoostui First Nation and the Oujé-Bougoumou Eenuch

Under the JBNQA, the Crees of Eeyou Istchee benefit from treaty rights which are recognized and affirmed by section 35 of the *Constitution Act, 1982* and protected by section 52 of the same Act. In consequence, nothing in Bill 14, *An Act respecting the development of mineral resources in keeping with the principles of sustainable development* ("**Bill 14**") may prejudice or affect these treaty rights, which prevail over any inconsistent legislation. The amendments proposed in Bill 14 must therefore take account of the protection of these treaty rights of the Crees of Eeyou Istchee.

G.C.C.E.I.
est. 1974



C.R.A.
A.R.C.
est. 1978

1. INTRODUCTION

On May 12, 2011, the Minister for Natural Resources and Wildlife (Mines), Mr. Serge Simard, tabled at the National Assembly Bill 14, *An Act respecting the development of mineral resources in keeping with the principles of sustainable development*. The Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) and the Cree Regional Authority (collectively, the "**GCCEI-CRA**") wish to take this opportunity to present a number of observations and recommendations with respect to Bill 14.

The explanatory notes of Bill 14 set forth its purpose:

> This bill amends the *Mining Act* in a number of ways, mainly to stimulate mining exploration. More particularly, with respect to claims, it will no longer be possible to make a payment instead of carrying on mining exploration; the area of the land in respect of which any excess amount disbursed may be used to renew other claims is reduced; it will no longer be possible to use excess amounts disbursed to carry on mining exploration under a mining lease or mining concession to renew a claim; and, lastly, the period during which excess amounts credited to a claim may be carried over is limited to 20 years.
>
> In addition, the scope of the financial guarantee that must accompany a rehabilitation and restoration plan is increased.
>
> Provisions are introduced that permit the Minister to exclude certain zones from mining activities and to refuse to grant certain types of mining rights in order to avoid conflicts with other uses of the territory.
>
> Moreover, in order to advance geoscientific knowledge in Québec, claim holders will henceforth be required to report to the Minister on all exploration work performed and for which an allowance was granted under the *Mining Duties Act*.
>
> A public consultation is required before a mining lease, a peat lease or a lease to mine surface mineral substances, required for carrying on an industrial activity or to engage in commercial export, is issued. Obligations relating to exploration for and discovery of uranium oxide are imposed.
>
> The bill grants landowners the ownership of the surface mineral substances on private land that belong to the State.
>
> Lastly, the penalty system under the Mining Act is updated and various technical amendments are made to that Act.

Bill 14 is very similar to its predecessor, Bill 79, *An Act to amend the Mining Act*, tabled in December 2009, which was later abandoned after hearings before the Committee on Agriculture, Fisheries, Energy and Natural Resources.

2. IMPLEMENTATION OF QUEBEC'S MINERAL STRATEGY

In essence, Bill 14 is intended to achieve some of the objectives set out in the Government of Québec's Mineral Strategy entitled "Preparing the Future of Québec's Mineral Sector" released on June 29, 2009. The Strategy provides for measures to promote the development of the mineral sector in Quebec, including opening up new areas for exploration. It also identifies three (3) orientations: (1) creating wealth; (2) ensuring environment-friendly mineral development; (3) fostering integrated, community related development, including aboriginal community participation in mineral development. The Strategy also addressed the need to disseminate information about mining titles.

The Government of Quebec has structured Bill 14's proposed amendments to the *Mining Act* along three axes: economic, environmental and social. The general intent of both Bill 79 and Bill 14 is to encourage and stimulate mineral exploration.

The GCCEI-CRA are the opinion that the tabling of Bill 14, intended to reform the existing *Mining Act*, is only one element in the implementation of Québec's Mineral Strategy. The mining regime in Québec is predicated not only on the *Mining Act*, but also on other key legislation and policies, such as the *Environment Quality Act*, the *Regulation respecting mineral, substances other than petroleum, natural gas and brine*, the *Regulation respecting pits and quarries*, the *Regulation respecting environmental impact assessment and review*, the *Regulation respecting industrial depollution attestations*, Directive 019 on the mining industry and the *Guidelines for Preparing a Mining Site Rehabilitation Plan*.

While the proposed amendments contained in Bill 14 are a first step toward implementing Québec's Mineral Strategy, this implementation cannot be properly completed without a thorough review of all legislative and policy instruments, including those mentioned in the previous paragraph, that, together, articulate the mining regime in Québec.

3. THE CREE NATION MINING POLICY

Following Québec's publication of its Mineral Strategy in June 2009, the Crees started internal discussions regarding their own guidelines on mining exploration and activities in Eeyou Istchee. On December 5, 2010, the GCCEI-CRA adopted the Cree Nation Mining Policy, attached hereto as **Schedule "A"**.

As reflected by the JBNQA and the Paix des Braves, the Cree Nation and Québec have established a Nation-to-Nation relationship. In light of this ongoing Nation-to-Nation relationship, the Crees have ensured that the objectives set out in the Cree Nation Mining Policy are compatible with the three (3) objectives set out in Québec's Mineral Strategy, that is, to create wealth, to ensure environment-friendly mineral development and to foster integrated, community related development.

The very purpose of the Cree Nation Mining Policy is to encourage agreements between mining proponents and the Cree Nation. These agreements address a wide range of social, economic and environmental concerns on the part of our communities and are in keeping with our traditional approach to sustainable development respectful of Cree rights. Similarly, Québec's Mineral Strategy sets out as one of its goals to "encourage agreements between the private sector and Aboriginal communities" with a view to ensuring that mining projects benefit Aboriginal people.

In essence, the Cree Nation Mining Policy reflects our long-standing position that the Cree Nation is not anti-development, but that the development of all natural resources in Eeyou Istchee, including mineral resources, must be conducted in a way that (1) respects our Cree rights, (2) guarantees that protective measures are put in place to protect the environment and (3) ensures that benefits flow to our communities.

The Cree Nation Mining Policy is based on three (3) fundamental pillars which together guide mineral exploration and mining activity within the Eeyou Istchee Territory: (1) the promotion and support of mining activities; (2) mining and sustainable practices; and (3) transparency and collaboration.

With regard to the first pillar, the promotion and support of mining activities, the Cree Nation Mining Policy seeks to ensure the protection of the rights, interests and benefits of all Crees collectively over their lands and resources, while endorsing the principles of allocation and acquisition of mineral rights and the corollary right to develop the mineral resources. The Cree contribution to mining projects, through their traditional, technical and scientific expertise on land and mineral resources, must also be recognized.

The second pillar relates to mining and sustainable practices. It provides that mining activities must be compatible with sustainable practices and initiatives within the national and international mining industry standards and best practices.

Finally, the third pillar promotes the establishment of direct relationship between mining proponents and Cree entities and communities and the development of collaborative and flexible approaches and shared-decision making processes.

In light of the common objectives set out in Québec's Mineral Strategy and the Cree Nation Mining Policy, the legislative changes proposed by Québec in Bill 14 must ensure compatibility with, and the respect of, Cree rights.

4. CONSULTATION

Section 3 of Bill 14 provides that:

> 3. The Act is amended by inserting the following section after section 2:
>
> "2.1. This Act must be construed in a manner consistent with the obligation to consult Native communities. The Minister must consult Native communities specifically, depending on the circumstances."

The GCCEI-CRA understand that this provision may be explained, in part, by the recent consultations undertaken with various Native communities, including the Cree of Eeyou Istchee, in the context of the preparation of the Plan Nord. This provision also reflects the recent judgments[2] from the Supreme Court of Canada on this matter.

While this obligation existed even prior to the tabling of Bill 14, the key issue for the GCCEI-CRA (and most likely for other Aboriginal Nations in Québec) remains how this provision will be implemented. The implementation of this provision should focus on ensuring that Cree communities are properly informed of mining activities occurring on their respective territories, and more specifically with respect to exploration activities following the staking and registration of mining claims.

Unfortunately, at the present time, the Crees, both at a regional and local level, are insufficiently informed of exploration activities, since the present practice leaves it to the proponent's discretion to notify either the Cree community or the relevant Cree tallyman when such activities take place. The tallyman is responsible for the management of wildlife harvesting on a specific Cree family traditional territory.

---

2 *Haida Nation v. British Columbia (Minister of Forests)*, 2004 SCC 73, [2004] 3 S.C.R. 511; *Taku River Tlingit First Nation v. British Columbia (Project Assessment Director)*, [2004] 3 S.C.R. 550 *Mikisew Cree First Nation v. Canada (Minister of Canadian Heritage)*, [2005] 3 S.C.R. 388; *Quebec (Attorney General) v. Moses*, [2010] 1 S.C.R. 557; *Beckman v. Little Salmon/Carmacks First Nation*, [2010] 3 S.C.R. 103.

It is of the utmost importance that the Crees, both on a regional and local level, be kept informed of mineral exploration activities taking place in Eeyou Istchee. In addition, the Cree tallymen and other users of the Territory should automatically be advised of exploration activities taking place in the Territory.

Finally, while the GCCEI-CRA recognize that Bill 14 introduces the concept of public consultations in other situations (for example, prior to the issuance of mining leases and making available rehabilitation and restoration plans to the public at least thirty (30) days before the consultation begins), it should be clearly noted that such consultations, undertaken by the claim holder, cannot replace either the government's duty to consult the Cree or the environmental and social assessment process set out in Section 22 of the JBNQA. This rule is now affirmed by the current *Mining Act*[3] and should be maintained.

Measures such as those suggested above will help to ensure that the objectives of both Québec's Mineral Strategy and the Cree Nation Mining Policy are adequately met.

5. AREAS WITHDRAWN FROM STAKING, MAP DESIGNATION, MINING EXPLORATION AND MINING OPERATIONS

Section 91 of Bill 14 provides for the withdrawal of certain areas from staking, map designation, mining exploration and mining operations. In areas that have been withdrawn, claim holders are required to obtain the consent of the concerned local municipality in order to perform work. Section 91 of Bill 14 should also take into account the occupation and use of land by Cree communities, and not be limited to non-Aboriginal local municipalities.

---

[3] Section 341 of the current *Mining Act* (which is not the subject of any amendments in Bill 14) stipulates : « This Act applies subject to the *Act respecting the land regime in the James Bay and New Québec territories* (chapter R-13.1), the Act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Québec (chapter C-67) and the *Act approving the Northeastern Québec Agreement* (chapter C-67.1)."

While section 91 of Bill 14 does not take into account the specificities of the Cree Territory, withdrawal of certain areas from staking, mining exploration and mining operations is of particular interest to the Crees. This provision should permit the affected Cree communities to determine appropriate areas which could be so withdrawn, near those communities, and other areas or facilities which relate to the notion of "vacationing" used in the text of the proposed legislation.

6. FRAMEWORK AGREEMENT BETWEEN THE CREES OF EEYOU ISTCHEE AND THE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ON GOVERNANCE IN THE EEYOU ISTCHEE JAMES BAY TERRITORY

On May 27, 2011, the Government of Québec and the Crees of Eeyou Istchee signed the *Framework Agreement between the Crees of Eeyou Istchee and the Gouvernement du Québec on Governance in the Eeyou Istchee James Bay Territory* ("Framework Agreement"), attached hereto as **Schedule "B"**. The Framework Agreement is the first step towards creating a regional Cree-James Bay government and aims to promote greater autonomy and greater responsibility on the part of the Crees for governance in the Territory, in particular with respect to land and resource use and planning.

The Framework Agreement will serve as the basis for negotiating a Nation-to-Nation Final Agreement between the Crees and Québec on Governance in the Eeyou Istchee James Bay Territory. It contemplates the exercise by the Cree Nation Government of powers and functions related to, in particular, municipal management, management of natural resources and land management. The Cree Nation Government is to exercise on Category II lands, among other things,

(a) the powers of a Regional County Municipality ("MRC") with respect to, in particular, the planning of land use and development;

(b) the powers and responsibilities of a Regional Conference of Elected Officers ("CRÉ") and regional land and natural resource commission ("CRRNT") on with respect to, among other things, the management of natural resources and management of the territory, including the development of regional land and resource use plans;

(c) the powers attributable to an MRC elsewhere in Québec regarding planning, management and regulatory powers over lands and forestry resources.

Bill 14 must take account of these functions and powers of the Cree Nation Government contemplated in the Framework Agreement and in the Final Agreement on Governance to follow.

7. MINE CLOSURE AND INCREASED GUARANTEES

The GCCEI-CRA have a particular interest in the matter of financial guarantees to cover close-out and site restoration or remedial activities. The issue of abandoned mines and exploration sites in Eeyou Istchee has always been a great concern for the Cree population. The importance of the issue is highlighted by historical problems of contamination in the Chibougamau region as well as in certain areas farther to the west which have undergone mining operations in the past but which have not been adequately closed.

The GCCEI-CRA welcome the proposed amendments which provide for an increase in the scope of the financial guarantee that must accompany a rehabilitation and restoration plan. Under the current rules of the *Mining Act*, the financial guarantee is equivalent to 70% of the anticipated cost of rehabilitating accumulation areas. Section 74 of Bill 14 now provides for the proposed guarantee to cover "the anticipated cost of completing the work required under the rehabilitation and restoration plan", thereby extending the application of financial guarantees, previously limited to tailings and waste rock disposal facilities, to all the work covered by the rehabilitation and restoration plan.

However, while Bill 79 provided for *existing* plans to comply with the increased financial guarantee requirements within three (3) years after the amendments came into force, Bill 14 is silent about the applicability of the increased financial guarantee to rehabilitation and restoration plans already approved by the Minister, prior to coming into force of Bill 14.

The GCCEI-CRA recommend that the financial guarantee for new rehabilitation and restoration plans also be made applicable to existing and already approved rehabilitation and restoration plans within a certain reasonable delay.

The GCCEI-CRA also take this opportunity to emphasize the need to integrate mine closure into the environmental and social impact assessment of mining operations. This process should provide for continuing involvement of interested stakeholders – including the Crees – in the periodic review of the implementation of these rehabilitation and restoration plans and the eventual return of the lands to the public domain.

8. GUIDELINES FOR PREPARING A MINING SITE REHABILITATION PLAN AND GENERAL MINING SITE REHABILITATION REQUIREMENTS

Intimately connected to the issue of mine closure, the Government of Québec contemplates in its Mineral Strategy the development of new guidelines for preparing a mining site rehabilitation plan. The purpose of these guidelines is to accompany the implementation of the changes to the *Mining Act* provisions with respect to the production and implementation of such plan.

The GCCEI-CRA consider that this undertaking regarding new guidelines for preparing a mining site rehabilitation plan constitutes an important initiative which should be made a priority. The GCCEI-CRA further recommend that the production of these new guidelines be the subject of an open and transparent consultation process. In essence, the GCCEI-CRA are of the opinion that the guidelines should include relevant provisions for consultation and local input in the preparation and implementation of rehabilitation plans.

The proper implementation of rehabilitation plans in accordance with the above recommendations will help to ensure that the objectives set out in both the Cree Nation Mining Policy and Québec's Mineral Strategy will be met.

9. MINERAL EXPLORATION

Schedule 1 of Section 22 of the JBNQA excludes mining exploration from the environmental and social impact assessment review process in the JBNQA (and now set out in Chapter II of the *Environment Quality Act*). However, the concept of mining exploration has greatly evolved since the signature of the JBNQA in 1975. Mining exploration, in its advanced stages, may lead to the construction of roads and camps, the drilling of shafts and may require fuel storage facilities, which go far beyond preliminary research or the collection and analysis of small quantities of ore.

In fact, advanced mineral exploration, prior to the decision by a proponent to proceed with full mine development, may involve significant investment in provisional mine infrastructure. The infrastructure may include industrial camps and the necessary installations for water supply, waste water disposal and solid waste management, including hazardous waste materials and the management of explosives. Advanced exploration, including the installation of ramps for underground drilling, involves the extraction of potentially significant quantities of waste rock, as well as the construction of settling ponds for achieving regulatory standards for suspended sediments and for metals in the water pumped from the exploration works.

The GCCEI-CRA consider that mining exploration activities having the potential for significant environmental impacts or impacts on land use (e.g. sinking of an exploration shaft, excavation of ramps, construction of permanent access roads and infrastructure) should be subject to a greater degree of public scrutiny, including, in appropriate cases, environmental assessment and review. Bill 14 should ensure, with the collaboration of the Cree Mineral Exploration Board, that the Crees are well-informed regarding proposed advanced exploration activities and that such activities should, in appropriate cases, be subject to environmental assessment and review.

Certain aspects of mineral exploration programs are also subject to regulations under the *Environment Quality Act* and may be subject to review with respect to environmental and social impacts. The Crees consider that these provisions of the *Environment Quality Act* are important aspects of the regulation and control of exploration operations in the field, and that they should be taken into account in the implementation of Bill 14.

10. CONCLUSION

In light of the above, the GCCEI-CRA make the following recommendations with respect to Bill 14:

A. Bill 14 and its implementation must be consistent with the rights of the Crees under the JBNQA treaty, the Paix des Braves and related agreements and with the Nation-to-Nation relationship between the Cree Nation and the Government of Québec, embodied in the JBNQA, the Paix des Braves, the Framework Agreement on Governance and the forthcoming Final Agreement on Governance;

B. Bill 14 must respect the powers and functions of the Cree Nation Government related to, in particular, municipal management, management of natural resources and land management pursuant to the Framework Agreement on Governance and the Final Agreement on Governance to follow;

C. The financial guarantees set out in section 74 of Bill 14 should apply to existing rehabilitation and restoration plans already approved by the Minister within a reasonable delay;

D. Bill 14 should provide for a timely review and consultation process for the development of new guidelines for preparing a mining site rehabilitation plan;

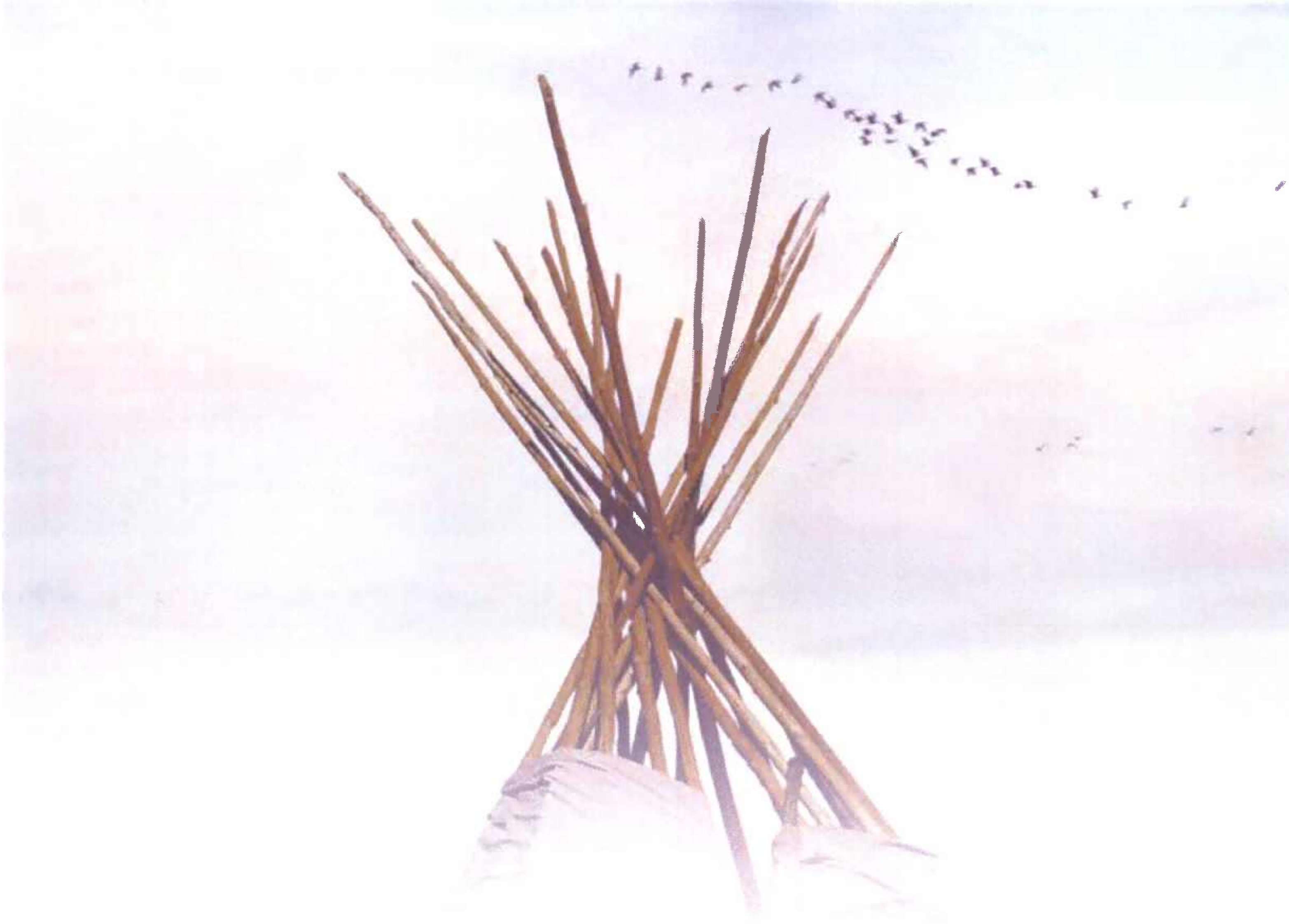
E. Bill 14 should establish measures to ensure a greater degree of public scrutiny, including environmental assessment and review, over mining exploration activities having the potential for significant environmental impacts and impacts on land use; and

F. Bill 14 should provide for a timely review of permitting processes applicable to mineral exploration entailed in legislation other than the *Mining Act.*

G.C.C.E.I.
est. 1974

C.R.A.
A.R.C.
est. 1978

SCHEDULE A



ᐄᔨᔨᐤᐐᔐᐙᐎᓐ ᐅᐦᒋᐋᐦ ᒨᒋᔨᓈᓂᐎᒡ

Cree Nation Mining Policy

Policy 2010-07

Message from Grand Chief

Dr. Matthew Coon Come

It is my pleasure to present to the Cree people our Cree Nation Mining Policy. This document was developed over a period of time, presented to the Grand Council/Cree Regional Authority Council/Board which reviewed it and subsequently gave its approval to it. It is now Cree Nation policy.

This policy is one of the positive outcomes of decades of effort on the part of the Grand Council to secure recognition and acknowledgement of Cree rights. It is an expression of how our fundamental human rights and our Cree rights are applicable in the context of mining development within Eeyou Istchee.

This policy confirms the long held Cree position that we are not "anti-development", but rather, we are prepared to support and participate in resource development within our Traditional Territory provided that our rights are respected, appropriate measures are taken to protect the environment, and benefits flow to our communities.

This policy represents another step in the evolution of the Cree Nation with the understanding that our land has always sustained us in the past, and that the land will continue to sustain us in the future. While our activities on the land and the way in which we use the land may become more diversified, our attachment to the land and our special relationship to the land remains in tact and fundamental.

It is clear in our policy that no mining development will occur within Eeyou Istchee unless there are agreements with our communities. Those agreements will need to address a wide range of social, economic and environmental concerns on the part of our communities. Through these agreements we will ensure that mining development is in keeping with our traditional approach to sustainable development.

This mining policy is significant, not only for the guidelines which it establishes to regulate mining activity within Eeyou Istchee, but it also sets the template for other resource development activities involving other resource sectors. The future of Eeyou Istchee will unfold with Cree people in the center.

Meegwetch.

Cree Nation Mining Policy

Table of Contents

Cree Nation Mining Policy.....3
- Introduction.....3
- Governance.....4
- Guiding Principle.....4
- Pillars 5

Pillar #1: Promotion and Support of Mining Activitie
- Mineral Rights:.....5
- Cree contribution 6

Pillar #2: Mining and Sustainable Practices
- Sustainable Development Policy:.....6
- Mining must be compatible with Sustainable Practices:.....7
- Decision-making and governance tools to ensure sustainability:.....7

Pillar #3: Transparency and Collaboration
- A) Transparency:.....8
- B) Collaboration:.....8
- C) Support for the Mining Community:.....8

CREE NATION MINING POLICY

Introduction

The Crees of Eeyou Istchee ("The Peoples Land") support and promote the development of mineral resources in the James Bay region of Northern Quebec. The Crees of Eeyou Istchee recognize the increased economic and social opportunity offered by the mining sector, subject to ensuring that their unique social and environmental regime is adhered to. Accordingly, we have developed the present Mining Policy which provides guiding principles for the conduct of mineral exploration and mining activities within a sustainable manner and in a manner that is respectful of Cree rights and interests.

The purpose of the policy is to develop a standardized, consistent and effective approach for Cree involvement in all mining related activities occurring on the Territory, including but not limited to, exploration, extraction and the closure of mining projects.

Mining activity in Eeyou Istchee is not a new trend. In the 1950s, mines opened in many locations in the southern part of the territory and adjacent areas to the south. By the 1970s, exploration activity continued to be strong, decreased significantly in the early 1980s and did not recover previous levels until after 2000. The number of claims made in the territory in recent years and the variety of minerals found suggest that one can expect continuing interest in mineral exploration activity and the opening of more new mines in Eeyou Istchee. Several new mines are still in the developmental stage and are either in the process of impact assessment or will be moving on to environmental review in the near future.

The Crees have already gained mining experience, mostly from the Troilus mine, an open pit gold and copper mine located west of Lake Mistissini, which operated for about 15 years. It is the first mining operation in Eeyou Istchee to have been the subject of a comprehensive negotiated agreement to address issues related to employment, economic development and environmental protection. This first experience allowed the Crees to identify the opportunities and challenges of Cree participation in the mining sector.

Governance

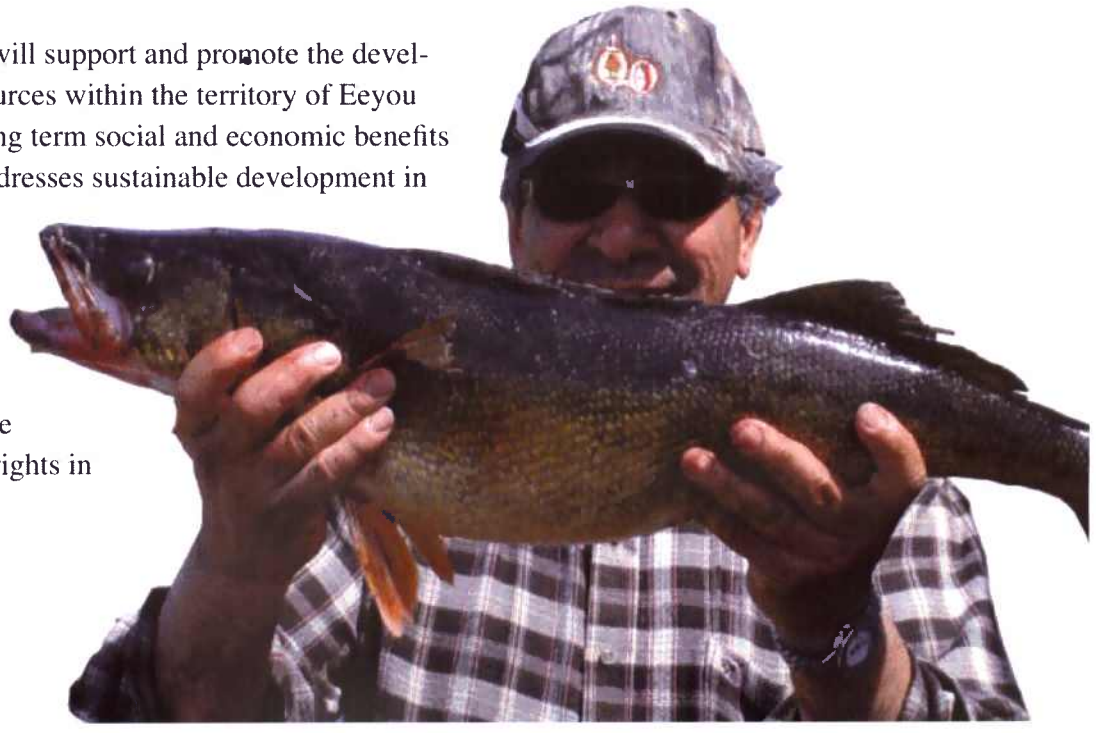
The Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) is the political body that represents the approximately 17,000 Crees or "Eeyouch" ("Eenouch" – inland dialect), as we call ourselves in our language. The Council is constituted of twenty (20) members including: a Grand Chief and Deputy-Grand Chief elected at large by the Eeyouch, the chiefs elected by each of the nine (9) recognized Cree communities , and one (1) other representative elected by each community.

The Cree Regional Authority (CRA) was set up by virtue of the signing of the James Bay and Northern Quebec Agreement as the administrative arm of the Cree Nation Government. It has responsibilities in respect to environmental protection, the hunting, fishing and trapping regime, economic and community development, Cree governance and other matters as decided by the Board of Directors. The Board of Directors of the CRA is the same joint governing body that manages the Grand Council of the Crees and is referred to as the "Council/Board".

Over the years, the Crees have signed agreements with both the federal and provincial governments, most notably the James Bay and Northern Quebec Agreement signed in 1975 with Canada and Québec (modified by numerous complementary agreements), the Agreement Concerning a New Relationship between le Gouvernement du Québec and the Crees of Quebec signed in 2002 (also referred to as the Paix des Braves) and the Agreement Concerning a New Relationship between Canada and the Cree of Eeyou Istchee signed in 2008. All of these agreements create a unique legal environment in the Eeyou Istchee Territory.

Guiding Principle

The Cree Government will support and promote the development of mineral resources within the territory of Eeyou Istchee that provides long term social and economic benefits for the Cree and that addresses sustainable development in compliance with the environmental and social protection regime of the JBNQA and that is compatible with the Cree way of life and protection of Cree rights in the Cree Territory.



Pillars

This mining policy is based on three (3) fundamental pillars which together guide mineral exploration and mining activity within the Eeyou Istchee Territory. The pillars of the Cree Nation Mining Policy are:

1. **Promotion and Support of Mining Activities** - The Crees support and promote the development of Mining as part of their approach to Natural Resource Management and as a tool for social and economic development.

2. **Mining and Sustainable Practices** - The Crees believe that mining activities shall be done in a manner that is compatible with Sustainable Development, and appropriate existing governance tools such as social and economic agreements, and environmental assessment and remediation processes should accompany all forms and all phases of mining activities.

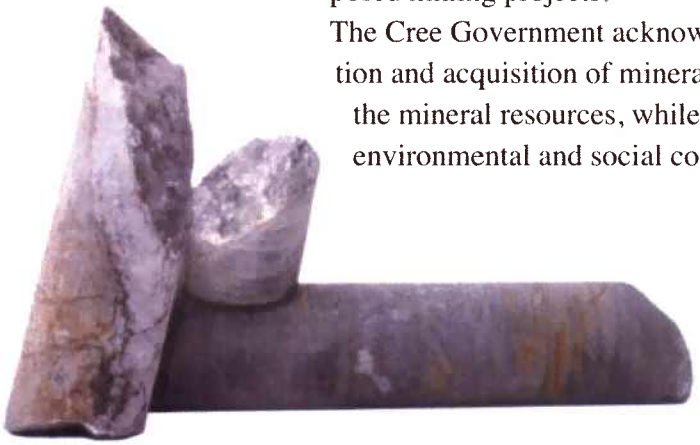
3. **Transparency and Collaboration** - The Crees believe that mineral exploration and mining activities in the territory should be a transparent and collaborative process.

Pillar #1: Promotion and Support of Mining Activities

Mineral Rights

The Cree Government will protect the rights, interests and benefits of all Crees collectively over their lands and resources to be impacted by proposed mining projects.

The Cree Government acknowledges and endorses the principles of allocation and acquisition of mineral rights and the corollary right to develop the mineral resources, while prioritizing Cree rights and addressing Cree environmental and social concerns.



Cree Contribution

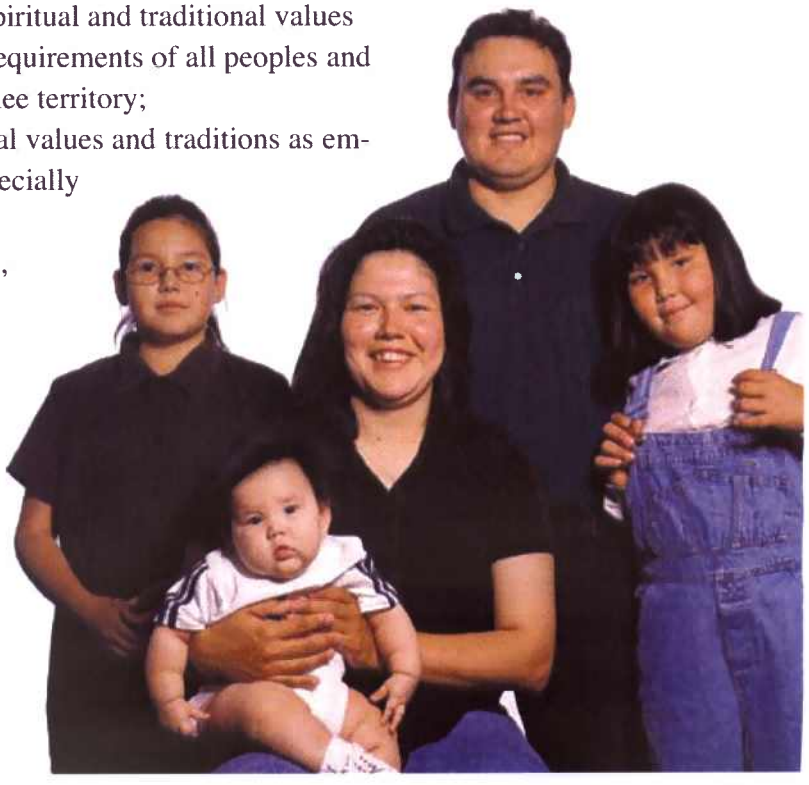
Proponents of mining projects who adhere to the present policy can expect to receive guidance from the Crees based on their traditional, technical and scientific expertise on land and mineral resources.
The Cree Government will ensure appropriate and adequate representation and involvement to protect the interests of all Crees and their institutions in all negotiations with mining proponents and governmental authorities.

Pillar #2: Mining and Sustainable Practices

Sustainable Development Policy

The Cree Government is committed to sustainable development of the Eeyou Istchee, in accordance with the following principles derived from the Eenou Astchee – Eenou Estchee Natural Resources Declaration issued in 1995:

- Recognition of the importance of the system of Cree family land use and occupation of the territory and their continuing management by tallymen;
- Administration of natural resources for the needs of the Crees without compromising the needs of future generations;
- Providing for management of natural resources based on the Cree principle of respect for the land;
- Balancing ecological, productive, spiritual and traditional values to meet the cultural and economic requirements of all peoples and communities within the Eeyou Istchee territory;
- Conservation of cultural and spiritual values and traditions as embodied in the land and notably in specially designated sites;
- Conservation of biological diversity, soils, water and watercourses, flora, fauna, scenic diversity and recreational values;
- Application of the precautionary principle in all decision-making processes related to natural resources;
- Restoration of damaged ecosystems.



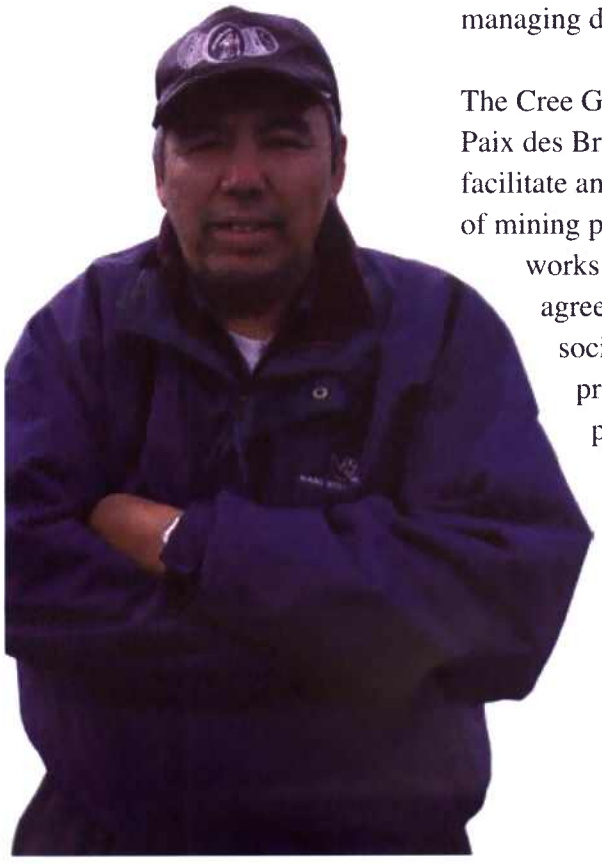
Mining must be compatible with Sustainable Practices

The Cree Government recognizes the importance of sustainable mining initiatives within the national and international mining industry standards and best practices.

The Cree Government seeks to improve the economic, social, environmental, cultural and sustainable development of all Crees and their institutions in the context of mining activities on the Territory (Impact Benefit Agreements, respect protected areas, hiring and training of local manpower, sharing of infrastructures, etc) and to ensure that mining projects contribute not only current benefits but also to the development of longer-term alternative employment and business opportunities in non-mining related sectors, and to the productive, traditional and alternative use of the land beyond the life of a mine.

Decision-making and governance tools to ensure sustainability

The Cree Government has an Environmental and Social Protection Regime that is unique to the territory, as described in the James Bay and Northern Quebec Agreement and has proved to be a valuable tool for effectively managing development within the territory.



The Cree Government recognizes the importance of agreements. The Paix des Braves specifically mentions that the Government of Quebec will facilitate and encourage agreements between the Crees and proponents of mining projects concerning a wide range of issues, such as remedial works, employment and contracts. The Cree Government views such agreements as the most appropriate instrument to ensure that the social, cultural, economic (employment, business contracts and profit or revenue sharing), and environmental issues are properly provided for as agreed-to with the proponents of mining developments.

Pillar #3: Transparency and Collaboration

A) ***Transparency***

The Cree Government will support communities that have established or wish to develop direct and close relationships with mining proponents.

The Cree Government encourages proponents to establish direct and close relationships with the communities and other Cree entities.

B) ***Collaboration***

The Cree Government will develop and promote collaborative and flexible approaches that respect the vital role of the communities in shared decision-making processes under this Policy.

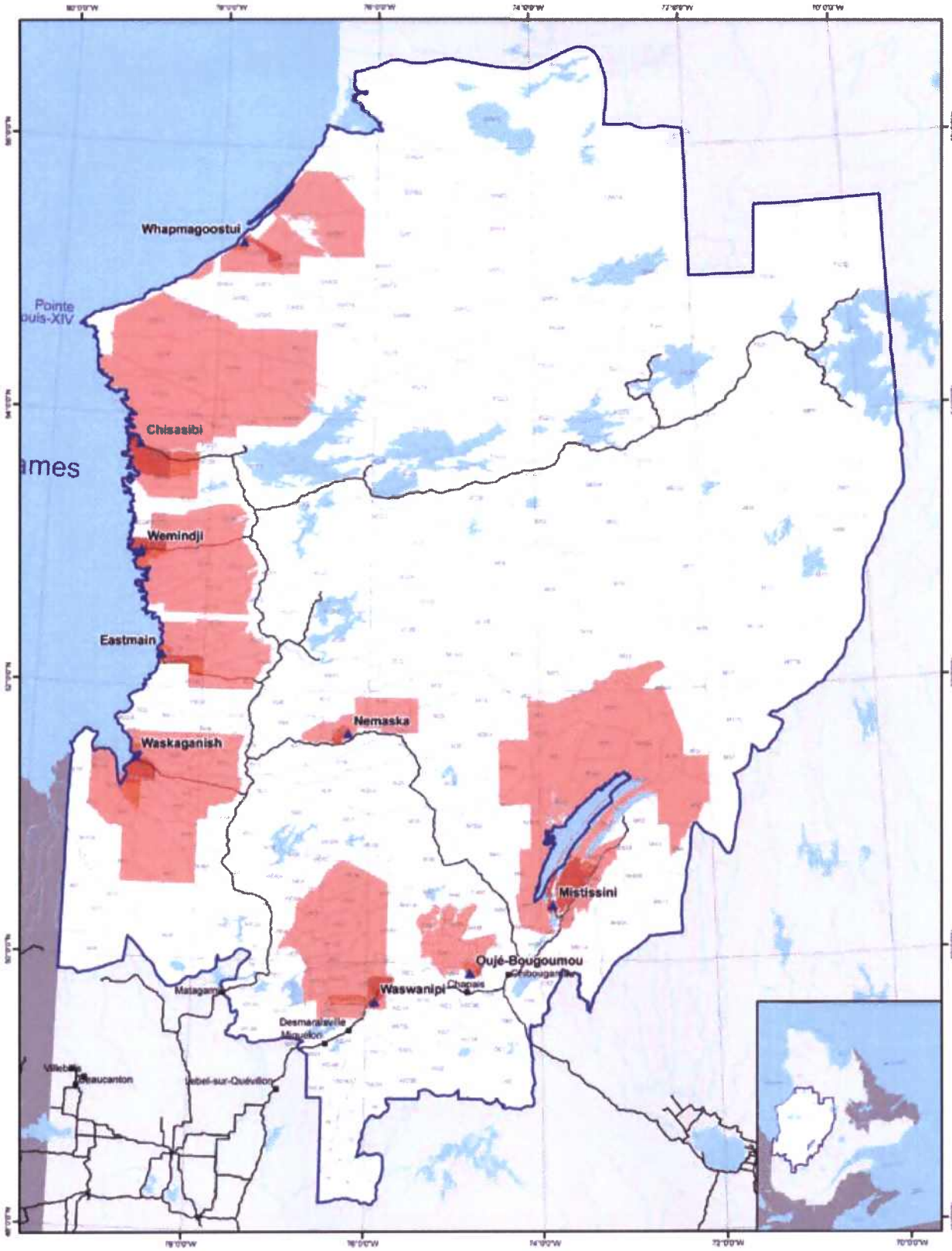
The Cree Government will ensure that all concerned Cree parties are to be involved as appropriate, at the earliest possible time in any proposed mining activity or mining projects to ensure that Cree rights, interests and benefits are properly protected and promoted.

The Cree Government recognizes and supports the principle that Cree involvement in mining projects is fundamental to ensuring that Cree rights are protected. The Cree Government will promote positive relations among all parties.

C) ***Support for the Mining Community***

The Cree Government, through the Cree Mineral and Exploration Board (CMEB), will provide support to the mining community by directing proponents to appropriate contacts within the CRA and communities. The mission of the CMEB is to develop mineral exploration in Eeyou Istchee and promote increased involvement of Crees in activities related to the development of natural resources in the mining sector. As part of its mandate, the CMEB assists the Crees in accessing mineral exploration opportunities and facilitates the development of mineral exploration activities by Cree Enterprises.

The Cree Government encourages the proponent to work with the respective communities, the local Cree families, including the tallymen, and Cree entrepreneurs.



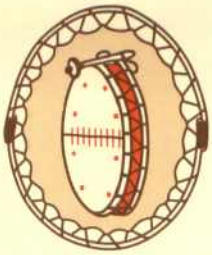
Eeyou Istchee of Quebec

Grand Council of the Crees / Cree Regional Authority

CreeFamilyTraditionalTerritories

Cree Regional Authority
July 2010

G.C.C.E.I.
est. 1974



C.R.A.
A.R.C.
est. 1978

SCHEDULE B

FRAMEWORK AGREEMENT

BETWEEN

THE CREES OF EEYOU ISTCHEE

AND

THE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

ON

GOVERNANCE IN THE EEYOU ISTCHEE JAMES BAY TERRITORY

TABLE OF CONTENTS

PREAMBLE 1

I. CONTEXT 2

II. OBJECTIVES AND PRINCIPLES 2

III. CREE GOVERNANCE ON CATEGORY IB LANDS 4

IV. CREE GOVERNANCE ON CATEGORY II LANDS 4

A. Cree Regional Authority/Cree Nation Government 4

B. Jurisdictions, Functions and Powers 5

1. Municipal Management 5

2. Regional Conference of Elected Officers (CRÉ) 6

3. Planning Processes 7

4. Land and Forest Management 9

C. Société de développement de la Baie James 9

V. GOVERNANCE ON CATEGORY III LANDS 9

A. Eeyou Istchee James Bay Regional Government 9

B. Territory of Application 10

C. Governing Structure 10

D. Jurisdictions, Powers and Functions 11

VI. FINANCIAL ASPECTS 12

VII. FINAL PROVISIONS 12

A. Negotiation of Final Agreement 12

B. Standing Liaison Committee 12

C. Forestry 13

D. Review 13

E. Legal Proceedings / Dispute 13

F. Complementary Agreement 13

G. Legislation 13

H. Transitional Measures 14

I. Interpretation 14

FRAMEWORK AGREEMENT

ON GOVERNANCE IN THE EEYOU ISTCHEE JAMES BAY TERRITORY

Between: **THE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**, represented by le premier ministre, Jean Charest, la vice-première ministre et ministre des Ressources naturelles et de la Faune, Nathalie Normandeau, le ministre responsable des Affaires autochtones, Geoffrey Kelley, le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, Laurent Lessard, et le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne, Pierre Moreau,

(hereinafter "**Québec**")

And: **THE CREES OF EEYOU ISTCHEE** acting through the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) and the Cree Regional Authority, represented by Dr. Matthew Coon Come, Grand Chief and Chairman, and Ashley Iserhoff, Deputy Grand Chief and Vice-Chairman,

(hereinafter, the "**Crees**")

(Québec and the Crees hereinafter called together the "**Parties**" and separately a "**Party**")

PREAMBLE

WHEREAS, by exchange of letters dated February 25, 2010 between Grand Chief Dr. Matthew Coon Come and the Premier ministre Jean Charest, the Parties agreed to establish a direct, high level Cree-Québec process to resolve expeditiously certain elements of a Dispute (as hereinafter defined);

WHEREAS the Parties wish to enter into a Nation-to-Nation agreement which will provide for the modernization of the governance regime in the Eeyou Istchee James Bay territory ("**Territory**") and the inclusion of the Crees in this governance regime;

WHEREAS this Framework Agreement ("**Agreement**") aims to promote greater autonomy and greater responsibility on the part of the Crees for governance in the Territory, in particular with respect to land and resource use and planning;

WHEREAS this Agreement also envisages greater participation by the Crees in the governance of the Category III lands within the Territory in partnership with the other residents of the Territory;

WHEREAS this Agreement and the Final Agreement (as hereinafter defined) shall be based on a governance model which relies on the principles of sustainable development, partnership and respect for the traditional way of life of the Crees in accordance with the provisions of the *James Bay and Northern Québec Agreement* ("**JBNQA**") and the *Agreement concerning a New Relationship between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec* concluded on February 7, 2002 ("**Paix des braves**") as well as the government orientations and policies as adapted to take into account the context of the Crees as further detailed herein.

WHEREAS this Agreement and the Final Agreement shall promote the emergence of Cree expertise in the fields of local and regional governance, land and resource use and planning, for the benefit of the Crees and of Québec in general;

WHEREAS this Agreement does not contemplate and does not affect the obligations of Canada towards the Crees stipulated in, among other, the JBNQA and the *Agreement concerning a New Relationship between the Government of Canada and the Cree of Eeyou Istchee* concluded on February 21, 2008 (**"Federal NRA"**);

WHEREAS the Parties intend this Agreement to serve as the basis for negotiating and concluding a Nation-to-Nation Final Agreement between the Crees and Québec on Governance on the Territory (**"Final Agreement"**);

NOW THEREFORE THE PARTIES AGREE AS FOLLOWS:

I. CONTEXT

1. A dispute has arisen between the Crees and Québec regarding (i) the *Act to amend the James Bay Region Development Act and other legislative provisions*[1] and (ii) the *Act respecting the ministère du développement économique et régional et de la Recherche*[2] with respect to the Regional Council of Elected Officers and the Regional Development Fund (**"Dispute"**).

2. The Crees consider that the current boundaries of the Municipalité de Baie-James (**"MBJ"**) were established without taking account of traditional Cree occupation and use of the Territory and it is necessary to better align the governance of the Territory with such Cree occupation and use;

3. In his report dated November 4, 2008 concerning certain elements of the Dispute, the Honourable Réjean F. Paul, Judge of the Superior Court of Québec, asserted (i) that the Crees of Eeyou Istchee must be involved in the management of the entire territory subject to the JBNQA, including the Category II and III lands on which certain Cree "traplines" (or Cree traditional family territories) are located, and (ii) that the Crees must actively participate in the establishment of a modern municipal regime, one in which they will obtain their rightful place in the governance of their territory subject to the JBNQA.

4. The Cree Nation and the Québec Nation agree to place emphasis in their relations on those aspects that unite them as well as on their common desire to continue the development of Northern Québec and the self-fulfillment of the Cree Nation. The Cree Nation must continue to benefit from its rich cultural heritage, its language and its traditional way of life in a context of growing modernization.

5. This Agreement marks another important stage in the new Nation-to-Nation relationship contemplated in the Paix des braves, one that is open, respectful of the other community and that promotes a greater responsibility on the part of the Cree Nation for its own development within the context of greater autonomy.

II. OBJECTIVES AND PRINCIPLES

6. This Agreement and the ensuing Final Agreement shall have the following objectives:

   (a) The exercise by the Crees of greater autonomy and greater responsibilities regarding the governance of Category IB and II lands, in particular with respect to governance powers of a local and regional nature concerning, among other things, the planning and use of the territory and resources;

---

1 S.Q. 2001, c. 61, formerly known as Bill 40 (2001).

2 S.Q. 2003, c. 29, as amended by S.Q. 2006, c. 8 and c. 60, now incorporated into Divisions IV.3 and IV.4, sections 21.5 to 21.29 of the *Act respecting the ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*, R.S.Q., c. M-22.1.

(b) The modernization of the governance regimes at the regional level on Categories II and III lands situated in the Territory;

(c) The concrete participation by the Crees in the governance of the Category III lands within the Territory in partnership with the other residents of the Territory;

(d) The strengthening of the Nation-to-Nation relationship between the Cree Nation and the Québec Nation, based on the common will of the parties to continue the development of the Territory for the benefit of the residents of the Territory and the entire population of Québec and to seek the flourishing of the Crees within a context of growing modernization;

(e) The assumption of greater responsibility by the Cree Nation in relation to its political, governmental and economic development and, in so doing, the achievement of increased autonomy with a greater capacity to respond, in partnership with Québec, to the needs of the Cree population;

(f) The definitive settlement or definitive withdrawal of the legal proceedings opposing the Crees and Québec in respect of Section 11B of the JBNQA ("**Legal Proceedings**");

(g) The settlement of the Dispute between the Crees and Québec.

7. The provisions of the JBNQA, the Paix des braves and of the other existing agreements and existing financial arrangements between the Crees and Québec shall continue to apply in the absence of express indications to the contrary in this Agreement or in the Final Agreement.

8. For greater certainty, Québec confirms that nothing contained in this Agreement shall prejudice, detrimentally affect or restrict the rights of the Crees as set out in paragraphs 2.11, 2.12 and 28.1.1 of the JBNQA.

9. Except when expressly provided in the Final Agreement, nothing in this Agreement, the Final Agreement or any Complementary Agreement or any legislation giving effect to the Final Agreement shall affect or prejudice or shall be interpreted in such a way as to affect, modify or prejudice the rights, privileges and benefits of the Crees under the JBNQA (including the continuation of the present system of Cree "traplines" or traditional Cree family territories as mentioned in paragraph 24.3.25 of the JBNQA), the Paix des braves, the Federal NRA or under any other agreement or undertaking to which the Crees, Québec or Canada are parties.

10. Nothing in this Agreement, the Final Agreement or in any Complementary Agreement amending the JBNQA flowing from the Final Agreement shall affect, modify or prejudice or shall be interpreted as affecting, modifying or prejudicing:

(a) any of the rights, privileges and benefits of the Inuit of Nunavik under the JBNQA or under any other agreement or undertaking to which the Inuit of Nunavik, Québec or Canada are parties;

(b) any of the jurisdictions, authorities and responsibilities of the Kativik Regional Authority, the Nunavik Regional Government (in the event of its establishment), the Kativik School Board, the Nunavik Regional Board of Health and Social Services, any Northern village, any other Inuit local government or any Inuit entity contemplated by the JBNQA;

save with the express consent in writing of Makivik Corporation, the Crees, Québec and, if applicable, Canada.

11. The governance regimes provided for herein for Category II lands and for Category III lands shall not apply to the Category II lands of Whapmagoostui and to the Cree traditional family territories north of the 55th parallel unless an agreement is reached to this effect between the Crees and Makivik Corporation and it is approved by Québec.

12. Nothing in this Agreement, in the Final Agreement or in any Complementary Agreement or in any legislation seeking to implement the Final Agreement shall:

    (a) adversely affect the rights, claims or interests, whatever they may be, invoked by any other First Nation, including the Innus, the Atikamekw and the Algonquins; or

    (b) constitute a recognition by the parties to this Agreement of such rights, claims or interests.

13. This Agreement does not concern or affect:

    (a) the obligations of Canada toward the Crees of Eeyou Istchee, including those listed in the JBNQA and the Federal NRA;

    (b) the negotiations between the Crees and Canada pursuant to Part 2 of Chapter 3 of the Federal NRA.

III. CREE GOVERNANCE ON CATEGORY IB LANDS

14. Québec and the Crees shall undertake in the Final Agreement to examine, in the context of the JBNQA, Cree governance on Category IB lands with the objective of ensuring its operational effectiveness, simplicity and technical and financial viability.

IV. CREE GOVERNANCE ON CATEGORY II LANDS

15. Subject to the provisions of the JBNQA, including Sections 5 and 24, and An *Act respecting the Land Regime in the James Bay and New Québec Territories*[3] and other pertinent legislation related to the JBNQA, as adapted in accordance with the provisions hereof and of the Final Agreement, Category II lands shall remain public lands of Québec governed by Québec laws.

16. Notwithstanding section 15, the provisions of paragraph 5.2.3 of the JBNQA regarding the replacement and compensation of Category II lands taken for development purposes shall be assessed in the negotiations leading to the Final Agreement with respect to cases where a Cree community, institution or enterprise has an interest in the project.

17. Category II lands shall not form part of the MBJ or of any other municipality.

A. Cree Regional Authority / Cree Nation Government

18. The Cree Regional Authority ("**CRA**") shall continue to exist as the same legal person under the name "Eeyou Tapayatachesoo" in Cree, "Cree Nation Government" in English and "Gouvernement de la Nation Crie" in French. Its structure and composition shall remain as at present until otherwise agreed by the Parties.

---

[3] R.S.Q., c. R-13.1

B. Jurisdictions, Functions and Powers

19. The Cree Nation Government shall exercise jurisdictions, functions and powers over Category II lands under Québec laws as outlined in this Agreement and provided for in the Final Agreement, with respect to, in particular, municipal management, management of natural resources and land management.

20. Subject to the provisions of the JBNQA, the jurisdictions, functions and powers that will be attributed to the Cree Nation Government on Category II lands shall be exercised without discrimination between the Crees of Eeyou Istchee and other citizens.

21. Subject to the JBNQA and the Paix des braves, the third party interests, such as (i) permits, (ii) leases, (iii) mining claims and (iv) timber supply and forest management agreements (CAAF's) with a view to the continued access of the forestry industry to the resources as provided for therein, existing on Category II lands at the time of signature of this Agreement shall be maintained in accordance with the applicable laws.

1. Municipal Management

22. In the field of municipal management over Category II lands, the jurisdictions, functions and powers of the Cree Nation Government shall be at least equivalent to those currently attributed to the MBJ and the James Bay Regional Zone Council ("**JBRZC**") in respect of Category II lands pursuant to, as the case may be and without limitation, Section 11B of the JBNQA (with regard to the JBRZC), the *James Bay Region Development and Municipal Organization Act*[4], the *Act respecting the James Bay Regional Zone Council*[5], the *Municipal Powers Act*[6] and the *Cities and Towns Act*[7].

23. Moreover, the Cree Nation Government shall have the right, at its request, to exercise certain other jurisdictions, functions and powers, as adapted to take into account the context of Category II lands and the institutional capacity of the Crees. Such adaptations shall be subject to agreement between the Crees and Québec. These other jurisdictions, functions and powers are those of a regional county municipality ("**MRC**") and may include, among others:

    (a) The planning of land use and development in the territory, as provided for in the *Act respecting land use planning and development*[8] (or its successor legislation, the *Sustainable Regional and Local Land Use Planning Act*) (collectively, the ("**Land Use Act**"), including, in particular, the development of a land use and development plan, a strategic vision for economic, social, cultural and environmental development and the other elements pertinent for the planning exercise provided for in the Land Use Act. Such land use and development plan and strategic vision shall be consistent with the policies, principles and objectives to be determined by the Cree Nation Government in consultation with the Cree communities and with the concurrence of Québec;

---

4 R.S.Q., c. D-8.2.
5 R.S.Q., c. C-59.1.
6 R.S.Q., c. C-47.1.
7 R.S.Q., c. C-19.
8 R.S.Q., c. A-19.1.

(b) Regional economic development;

(c) Establishment of a fund to provide financial support for operations to develop land or forest resources;

(d) Management of rivers and waterways, as stipulated in the *Municipal Powers Act*;

(e) Establishment and management of regional parks;

(f) Power and telecommunications;

(g) Planning of residual matter (waste) disposal;

(h) Such other jurisdictions, functions and powers as may be specified in the Final Agreement.

24. The JBRZC shall be abolished and its rights, functions, assets and liabilities shall vest in the Cree Nation Government, subject to a due diligence exercise to be carried out by the CRA and Québec to their satisfaction prior to the conclusion of the Final Agreement.

2. Regional Conference of Elected Officers (CRÉ)

25. The Cree Nation Government shall be deemed to be a Regional Conference of Elected Officers ("**CRÉ**") for the Crees of Eeyou Istchee and with respect to Category I and II lands.

26. The Cree Nation Government shall, in consultation with the Cree communities, exercise all the powers and responsibilities of a CRÉ and regional land and natural resource commission ("**CRRNT**") provided for in Québec laws, including the *Act respecting the ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire* and Orders in Council 929-2005, 415-2006 and 179-2008, with regard to, in particular, economic development, regional development funding and the management of natural resources and management of the territory, the whole as provided for in this Agreement and the Final Agreement. These powers and functions shall include, without limitation, the following:

(a) act as privileged interlocutor with Québec concerning regional development;

(b) assume responsibility for regional and local planning and development organizations;

(c) promote concerted action among the region's partners;

(d) advise the ministère des Ressources naturelles et de la Faune ("**MRNF**") on regional development questions;

(e) put in place five-year development plans that determine the general and regional development objectives for the region;

(f) enter into specific agreements with the departments or entities of the Government or with other partners in order to exercise powers and responsibilities;

(g) draw up one or more Regional Land and Resource Use Plans ("**RLRUP**") with respect to Category II lands.

27. The conditions and the terms for the exercise of functions and powers which shall be exercised by the Cree Nation Government shall be further defined in the Final Agreement. However, these functions, responsibilities and powers shall be exercised taking into account the following:

(a) the policies, principles and objectives to be determined by the Cree Nation Government in consultation with the Cree communities and with the concurrence of Québec;

(b) the special vocation of Category II lands for the Crees under the JBNQA; and

(c) the status of Category II lands as public lands (subject to the provisions of the JBNQA, including Sections 5 and 24), concerning, in particular, public access to lands in the domain of the State and free circulation, having due regard to Cree harvesting rights and land use and occupation on Category II lands.

28. Special arrangements shall be determined in the Final Agreement regarding monitoring mechanisms and reporting in order to take into account the institutional capacity of the Cree Nation Government.

3. Planning Processes

29. The planning process for the RLRUP on Category II lands shall be as provided for hereinafter.

30. The Cree Nation Government shall establish an Eeyou Planning Commission ("**Commission**") composed of members of the Cree communities designated by the Cree Nation Government.

31. The Commission shall prepare, after consulting the Cree Nation Government and the Cree communities and such other persons and entities as the Commission deems appropriate, a draft regional land and resource use plan for Category II lands ("**Draft Plan**").

32. In preparing the Draft Plan, the Commission shall also consult the Regional Government of Eeyou Istchee James Bay mentioned in section 50 with a view to harmonizing the Draft Plan, as much as possible, with the regional land and natural resource plan of this Regional Government.

33. Upon completion of the Draft Plan, the Commission shall make it public and solicit comments from all interested persons, including the Cree communities, Cree entities, Cree beneficiaries, relevant Government agencies and the general public.

34. The Commission shall:

(a) conduct public hearings on the Draft Plan;

(b) evaluate the Draft Plan in light of comments from all interested persons and representations made at the public hearings;

(c) if it deems it necessary, revise the Draft Plan; and

(d) make public the Draft Plan, with or without revision.

35. After completing the steps mentioned in section 34, the Commission shall submit the Draft Plan to the Cree Nation Government which shall, as soon as practicable:

(a) accept it; or

(b) refer it back to the Commission for reconsideration accompanied by written reasons, in which case the Commission shall make appropriate revisions to the Draft Plan in light of the written reasons of the Cree Nation Government and resubmit the revised Draft Plan to the Cree Nation Government for acceptance.

36. Upon acceptance of the Draft Plan, the Cree Nation Government shall make it public and shall submit it to the MRNF along with the relevant documents pertaining to the process and the results of the consultation.

37. The Cree Nation Government and the MRNF shall meet to review the Draft Plan. They shall endeavour in good faith, through cooperation and consultation, to arrive at a mutually satisfactory agreement regarding the Draft Plan.

38. If, after 90 days, the Cree Nation Government and the MRNF are unable to reach agreement on the Draft Plan, the matter shall be referred pursuant to section 12.5 of the Paix des braves for resolution to the Standing Liaison Committee established pursuant to Chapter 11 of the Paix des braves.

39. Within 90 days of the reference mentioned in section 38, the Standing Liaison Committee shall submit its recommendations (whether unanimous or divergent) to the Cree Nation Government and to the ministre des Ressources naturelles et de la Faune ("**Minister**").

40. Upon receipt of the Draft Plan and recommendations of the Standing Liaison Committee, the Minister shall, as soon as possible:

(a) approve it; or

(b) refer it back to the Cree Nation Government for reconsideration by the Commission, accompanied by written reasons, provided that such reasons shall be for public health, public security, conservation, environmental protection or unreasonable restriction on public access or on the enhancement or development of the land and resources.

41. Where applicable, the Commission shall reconsider the Draft Plan in light of the written reasons of the Minister and shall resubmit the Draft Plan to the Cree Nation Government which shall submit it to the Minister for approval.

42. If the Minister is unwilling or unable to approve the Draft Plan resubmitted pursuant to section 41, he shall, before making a final determination, meet with the Cree Nation Government to explain and discuss his position.

43. Upon approval by the Minister, the Draft Plan shall become the official Regional Land and Resource Use Plan for the relevant Category II lands ("**Plan**") and shall be implemented.

44. For such purpose, the Cree Nation Government and Québec shall enter into a specific agreement in order to implement the Plan and to adapt Government activities to the regional characteristics of Eeyou Istchee and Category II lands as set forth in the Plan.

45. The same conditions and process as set forth in sections 27 and 30 to 44 shall apply, with such modifications as the circumstances may require, to the regional land use and development plan prepared by the Cree Nation Government for Category II lands in accordance with the Land Use Act, provided that such plan shall not be subject to consultations with the Regional Government of Eeyou Istchee James Bay.

4. Land and Forest Management

46. The Final Agreement shall provide, on a Nation-to-Nation basis, that the Cree Nation Government may, subject to the JBNQA, and consistent with the policies, principles and objectives to be determined by the Cree Nation Government in consultation with the Cree communities and with the concurrence of Québec, exercise, in progressive phases over five years, on Category II lands the powers attributable under Québec laws to an MRC elsewhere in Québec regarding planning, management and regulatory powers over lands, property situated thereon and forestry resources, the whole on terms and conditions to be determined by the Parties in the negotiations leading to the Final Agreement.

C. Société de développement de la Baie James

47. It is the intention of the Parties that the rights, functions, powers and assets that are currently attributed to, or in the possession of, the Société de développement de la Baie James ("**SDBJ**") under the *James Bay Region and Municipal Organization Act* pertaining to Category II lands shall be transferred to the Cree Nation Government/Cree Development Corporation or an entity controlled by it, subject to a due diligence exercise to be carried out by the CRA to its satisfaction and to equitable modalities as between the Cree Nation Government exercising jurisdiction on Category II lands and the Regional Government mentioned in section 50 exercising jurisdiction on Category III lands, to be determined in the Final Agreement.

48. The Parties shall take the steps necessary, including the amendment of the JBNQA, to remove the SDBJ as a "party" to the JBNQA, including for the purpose of giving consent to any future amendment or modification of the JBNQA as contemplated in subsection 2.15 thereof.

V. GOVERNANCE ON CATEGORY III LANDS

49. Subject to the provisions of the JBNQA, including Sections 5 and 24, and *An Act respecting the Land Regime in the James Bay and New Québec Territories* and other pertinent legislation related to the JBNQA, as adapted in accordance with the provisions hereof and of the Final Agreement, Category III lands shall remain public lands of Québec governed by Québec laws.

A. Eeyou Istchee James Bay Regional Government

50. The MBJ shall be abolished and replaced by a public, regional government that shall be established by statute of Québec with the name of "Gouvernement regional d'Eeyou Istchee Baie-James" in French, "___" in Cree, and "Eeyou Istchee James Bay Regional Government" in English ("**Regional Government**"). It shall comprise representation of the Crees and the other residents of the Territory.

51. Subject to the provisions hereof, the Regional Government shall succeed, upon its establishment, to the rights, powers, assets and obligations of the MBJ, in accordance with modalities to be determined in the Final Agreement.

52. The localities already constituted pursuant to the provisions of the *James Bay Region Development and Municipal Organization Act* ("**Localities**") shall retain access to services.

53. The employees of the MBJ (other than in their capacity as elected officials) at the time of conclusion of this Agreement shall retain their current employment and terms of employment within the Regional Government.

54. The Regional Government shall adopt a policy concerning employment, training, hiring and professional development. More specifically, the Regional Government shall adopt administrative measures in order to facilitate the access by Cree workers to employment opportunities within the Regional Government as well as their training and professional development.

B. Territory of Application

55. The Regional Government shall, subject to sections 56 and 57, have jurisdiction over the Category III lands now comprised in the territory of the MBJ.

56. The Cree Nation Government and the Regional Government shall not exercise powers, jurisdictions and responsibilities on lands located north of the 55th parallel, unless an agreement to this effect is reached between the Crees and Makivik Corporation or, as the case may be, the Nunavik Regional Government and such agreement is approved by Québec.

57. The Parties shall undertake in the Final Agreement to establish a process with a view to adjusting the eastern, south-eastern and southern boundaries of the territory subject to the jurisdiction of the Regional Government so as to follow the eastern, south-eastern and southern limits of the Cree traditional family territories, beyond the current limits of the MBJ, subject to:

(a) prior agreement between the Crees and the Innus, Atikamekw and Algonquins, as the case may be; and

(b) mutually satisfactory arrangements between the Crees and Québec regarding the adjustment of the boundaries.

58. For clarity, the territory subject to the jurisdiction of the Regional Government shall not include:

(a) Category I and II lands;

(b) the municipalities of Chibougamau, Chapais, Matagami and Lebel-sur-Quévillon ("**Municipalities**").

C. Governing Structure

59. The governing structure of the Regional Government shall be composed of representatives of the Crees and of residents of the Municipalities as well as, during the first five years of operation of the Regional Government, representation of Quebec central government. The Parties shall assess the representation of the Localities in the MBJ Territory on the governing structure of the Regional Government, upon recommendations of the sub-table to be established by the Parties in accordance with section 65, provided that any such representation shall be exercised (i) through the Municipalities or (ii) through consultations with the Localities on services and operations that directly affect them. The representation of Quebec central government shall be reassessed after the first five years of operation.

60. During the first ten years of operation of the Regional Government, and subsequently until the formula mentioned in section 61 comes into force with the agreement of the Crees and Québec, the Crees and the residents of the Municipalities shall have parity of votes on its governing structure.

61. After the period mentioned in section 60, representation and voting rights of the Crees and of the residents of the Municipalities on the governing structure of the Regional Government shall be based on resident population in accordance with a formula to be agreed by the Crees and Quebec based on democratic principles and demographic realities, to be further defined in the Final Agreement.

62. The Cree employees of Cree Entities (as defined in the Paix des braves), Cree patients and Cree students outside the Territory shall be deemed to form part of the resident population for the purposes of the formula mentioned in section 61.

63. The representation of the Crees and of the residents of the Municipalities on the governing structure shall be reassessed every ten (10) years after the coming into effect of the formula mentioned in section 61.

64. The rules of operation of the governing structure shall be defined in the Final Agreement. These rules may provide for, among other things, a special majority vote to decide certain questions depending on the nature or geographical scope of the questions.

65. After the signature of this Agreement, the Parties shall establish a sub-table comprising representatives of the Crees, Québec and the Municipalities to propose recommendations to the main Cree-Québec negotiations table regarding the governing structure of the Regional Government and its rules of operation. The sub-table shall report to and be subject to the direction of the main Cree-Québec negotiations table.

D. Jurisdictions, Powers and Functions

(a) Municipal/MRC/CRÉ/CRRNT

66. The Regional Government shall possess at a minimum the same jurisdictions, powers and functions as those now possessed by the MBJ on Category III lands. The Regional Government shall also have the right, at its request, to exercise the jurisdictions, powers and functions of an MRC on these lands, subject to modalities to be determined in the Final Agreement. It shall also exercise there the powers of a CRÉ, subject to section 73. The Regional Government shall exercise the functions of a CRRNT on Category III lands and in this capacity, it shall prepare a PRDIRT applying to this category of lands. The Regional Government shall consult the Cree Nation Government with a view to harmonizing, as much as possible, their PRDIRT applying to Category III lands and RLRUP applying to Category II lands, respectively.

67. The Regional Government shall possess all the powers required to fulfill the obligations stipulated in an agreement to which it is party with the government or one of its ministers and agencies, with a mandatary of the State or, if the agreement at issue is one excluded from the application of the *Act respecting the ministère du Conseil exécutif*[9] or for the conclusion of which prior authorization was obtained under this Act, with the Government of Canada or one of its ministers, agencies or mandataries.

(b) SDBJ

68. It is the intention of the Parties that the rights, functions, powers and assets that are currently attributed to, or in the possession of, the SDBJ under the *James Bay Region and Municipal Organization Act* pertaining to Category III lands shall be transferred to the Regional Government or an entity controlled by it, subject to equitable modalities as between the Cree Nation Government exercising jurisdiction on Category II lands and the Regional Government exercising jurisdiction on Category III lands, to be determined in the Final Agreement.

69. The employees of the SDBJ (other than in their capacity as members of the board of directors) at the time of conclusion of this Agreement, shall retain their employment and conditions of employment within the Regional Government or the Cree Nation Government/Cree Development Corporation or an entity controlled by it, as the case may be.

---

[9] R.S.Q., c. M-30.

70. The entities mentioned in section 69 shall adopt a policy concerning employment, training, hiring and professional development. More specifically, these entities shall adopt administrative measures in order to facilitate the access by Cree workers to employment opportunities within the entities as well as their training and professional development.

VI. FINANCIAL ASPECTS

71. The financial arrangements pertaining to the governance of Category II and III lands shall be determined in the Final Agreement, on the basis of, among others, the following considerations:

(a) With respect to the powers, jurisdictions and responsibilities that the CRA (Cree Nation Government) shall exercise on Category II lands pursuant the Final Agreement, Québec shall provide it with the financial support that Québec provides to municipalities and, as the case may be, to MRC's and CRÉ's, for the exercise of comparable powers, jurisdictions and responsibilities, taking into account the Cree context and the institutional capacity of the Cree Nation Government.

(b) Concerning Category III lands, the remuneration and the benefits, as the case may be, of the members of the council of the Regional Government shall be established on the basis of, in particular, the applicable laws in the field of remuneration and of pension plans for elected municipal officers, with the necessary adaptations.

72. The Crees and the Municipalities shall retain their respective benefits from development projects. For the Crees and the Municipalities, this means, in particular, that the benefits agreed upon with the Crees or the MBJ, as the case may be, within the context of hydroelectric projects will not form part of the property of the Regional Government.

73. The Cree Nation Government and the Regional Government shall also retain, within the context of the application of the *Act respecting the ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*, access to the Regional Development Funds attributable to the CRÉ-CRA and CRÉ-BJ respectively, subject to the equitable allocation and, if applicable, adjustment of the amount of such Funds.

VII. FINAL PROVISIONS

A. Negotiation of Final Agreement

74. The Crees and Québec shall negotiate diligently and in good faith with a view to concluding negotiation of a Final Agreement incorporating the provisions of this Agreement within a period of one year from the signing of this Agreement or such later date as the Crees and Québec may agree in writing, failing which, this Agreement shall have no force or effect. The Final Agreement shall replace this Agreement.

B. Standing Liaison Committee

75. The Standing Liaison Committee established under Chapter 11 of the Paix des braves shall exercise the same mandates as provided for therein in respect of the Final Agreement.

C. Forestry

76. Subject to the other provisions of this Agreement relating to the governance of forestry resources, measures relating to the governance of forestry resources in the territory contemplated in Chapter 3 of the Paix des braves, as referred to in the letter of November 30, 2009 from the vice-première ministre Nathalie Normandeau to Grand Chief Matthew Coon Come, shall be addressed by the Parties in the negotiations leading to the Final Agreement. The Parties shall establish a sub-table comprising representatives of the Crees and Québec to discuss and to propose recommendations to the main Cree-Québec negotiations table regarding governance of forestry resources and the coordination of the roles of the responsible agencies in this regard. This sub-table shall report to and be subject to the direction of the main Cree-Québec negotiations table.

77. Measures relating to the harmonization of the Adapted Forestry Regime and the *Sustainable Forest Development Act*[10], shall continue to be addressed by the Parties at the Cree-Québec Table on the Development of the Adapted Forestry Regime and Other Forestry Issues, in particular the Adapted Forestry Regime provided for in Section 30A of the JBNQA and Chapter 3 of the Paix des braves, established pursuant to the letter of November 30, 2009 from the vice-première ministre Nathalie Normandeau to Grand Chief Matthew Coon Come.

D. Review

78. Within five years of the coming into force of the Final Agreement, the Parties shall review, under the aegis of the Standing Liaison Committee, the implementation of the Final Agreement and all matters related thereto.

E. Legal Proceedings / Dispute

79. The Final Agreement shall provide for the definitive settlement or definitive withdrawal of the Legal Proceedings as well as of the Dispute.

80. The Legal Proceedings shall not proceed with respect to the Parties during the negotiation of the Final Agreement.

F. Complementary Agreement

81. The Parties shall undertake in the Final Agreement to conclude a Complementary Agreement to the JBNQA that will make it possible to ensure compatibility between the JBNQA and the Final Agreement.

G. Legislation

82. Québec shall undertake in the Final Agreement to apply the appropriate legislative process to implement the Final Agreement and to make the required amendments to existing laws, including the *James Bay Region Development and Municipal Organization Act* and the *Act respecting the ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire* (concerning the mandates of the CRÉ and the CRRNT) in so far as is necessary to give effect to the Final Agreement.

---

[10] S.Q., c. 10.

H. Transitional Measures

83. The exercises related to the PRDIRT and the Public Land Use Plan (PATP) shall be suspended in the Territory pending the conclusion of the Final Agreement.

I. Interpretation

84. The preamble forms an integral part of this Agreement.

85. This Agreement is neither a treaty nor a land claim agreement within the meaning of sections 25 and 35 of the *Constitution Act, 1982*.

IN WITNESS WHEREOF, THE PARTIES HAVE SIGNED AT QUÉBEC CITY ON THIS 27TH DAY OF MAY 2011:

For Québec:

Jean Charest

Premier ministre

Nathalie Normandeau

Vice-première ministre et ministre des Ressources naturelles et de la Faune

Geoffrey Kelley

Ministre responsable des Affaires autochtones

Laurent Lessard

Ministre responsable des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire

Pierre Moreau

Ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne

For the Crees:

Dr. Matthew Coon Come

Grand Chief of the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)

Chairman of the Cree Regional Authority

Ashley Iserhoff

Deputy Grand Chief of the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)

Vice-Chairman of the Cree Regional Authority

Matthew Mukash

Former Grand Chief of the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)

Former Chairman of the Cree Regional Authority

Witness

Dr. Ted Moses, O.Q.

Former Grand Chief of the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)

Former Chairman of the Cree Regional Authority

Witness

Bill Namagoose

Executive Director of the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)

Witness